



Énergie

Les entreprises des Etats de l'UE invitées à développer le partenariat avec l'Algérie

P.6



Visage médiatique et religieux connu des Algériens

Cheikh Abou Abdessalam s'éteint à l'âge de 76 ans

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 12 OCTOBRE 2022 // N°408 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DONNE SES INSTRUCTIONS POUR MAÎTRISER LE MARCHÉ ET AFFRONTER LA FLAMBÉE DES PRIX

Guerre ouverte contre les spéculateurs

P.3

● L'éditorial de l'Express : Ces pénuries à répétition ● Ministère de la Justice : 103 accusés poursuivis pour spéculation depuis septembre



ALGÉRIE-FRANCE

L'heure de tirer un bilan n'a pas encore sonné

P.3

PRÉSENTATION DEVANT LA CHAMBRE HAUTE DU PARLEMENT DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les sénateurs interviendront aujourd'hui

P.3

18 personnes incarcérées dans des affaires de spéculation alimentaire illicite

P.2

IDRI

Un outil moderne de formation de diplomates et de développement de la recherche et de la prospective

P.2

Sonatrach annonce la mise en production de deux champs gaziers

P.6





18 PERSONNES INCARCÉRÉES DANS DES AFFAIRES DE SPÉCULATION ALIMENTAIRE ILLICITE

Sur vingt-trois (23) personnes ayant comparu devant le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) pour leur implication dans des affaires liées à la spéculation illicite sur des produits alimentaires de large consommation, dix-huit (18) personnes ont été placées en détention, a indiqué le procureur de la République près ledit tribunal.

Selon le communiqué, « dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite sur les denrées alimentaires de large consommation, vingt-trois (23) personnes impliquées dans cinq affaires liées à ce phénomène dans les wilayas de Boumerdès, Tébessa, Souk Ahras, Djelfa et Ouargla ont été présentées ce lundi 10 octobre 2022 devant la



section de lutte antiterroriste du tribunal de Sidi M'hamed.

« Ils sont poursuivis pour des chefs d'accusation liés à la spéculation illicite commise par des groupes criminels organisés et de contrebande de nature à porter préjudice à l'économie nationale conformément aux articles 13 et 15 de la loi relative à la

lutte contre la spéculation illicite et l'article 15 de la loi relative à la lutte contre la contrebande. La même source a précisé que le juge d'instruction a ordonné, après avoir auditionné les mis en cause, de placer dix-huit (18) d'entre eux en détention, quatre (4) sous contrôle judiciaire tandis qu'un accusé a été acquitté.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE : 103 ACCUSÉS POURSUIVIS POUR SPÉCULATION DEPUIS SEPTEMBRE

Le Directeur général des affaires judiciaires et juridiques au ministère de la Justice Boudjemaa Lotfi a révélé que 103 mis en cause sont poursuivis en justice depuis septembre dernier. Boudjemaa a fait savoir, lundi, dans une déclaration à Echorouk News, que 63 personnes étaient placées sous mandat de dépôt pour spéculation tandis que cinq (5)

autres sont placées sous contrôle judiciaire. Le responsable a précisé que des groupes organisés provoquaient la pénurie de produits alimentaires et portaient atteinte à l'économie nationale et la sécurité alimentaire des Algériens, affirmant l'incrimination de diffusion sur les réseaux sociaux de fausses informations relatives à la spéculation et la pénurie.

IDRI

UN OUTIL MODERNE DE FORMATION DE DIPLOMATES ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA PROSPECTIVE

L'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) a œuvré, 20 années durant, à la formation d'une élite de diplomates algériens, voire étrangers, ainsi qu'au développement de la recherche, des études et de la prospective, en employant des moyens et équipements de pointe. Le Directeur général par intérim de l'IDRI, Salah Attia, a affirmé que ce pôle "s'acquitte de larges missions, a commencé par la formation d'agents du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger", ajoutant que l'Institut s'était, récemment, lancé dans l'organisation de



formations spécialisées au profit de diplomates d'autres Etats. Parmi les missions, poursuit le même responsable, figurent "le développement d'activités de recherches, d'études et de prospective, la publication d'études et recherche dans des

magazines périodiques, l'organisation de conférences, de colloques et de forums, ainsi que l'organisation de journées d'études en lien avec l'activité du ministère des Affaires étrangères et le développement des relations internationales".

VISAGE MÉDIATIQUE ET RELIGIEUX CONNU DES ALGÉRIENS

Cheikh Abou Abdessalam s'éteint à l'âge de 76 ans. Cheikh Abou Abdessalam est décédé, hier, mardi 11 octobre 2022, à l'âge de 76 ans, suite à un arrêt cardiaque dans un

hammam à Sétif. "Cheikh Djaafar Oulefki, connu sous le nom de Cheikh Abou Abdessalam, membre de la Commission de la Fetwa, est décédé. Nous prions

Allah de lui accorder Sa miséricorde et de l'accueillir dans Son Vaste Paradis", a indiqué le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs sur facebook.

ÉNERGIE : ARKAB INVITE LES ENTREPRISES DES ETATS DE L'UE À DÉVELOPPER LE PARTENARIAT AVEC L'ALGÉRIE

L'Algérie et l'Union européenne (UE) ont renouvelé, lors de la 4ème réunion annuelle du dialogue politique de haut niveau sur l'énergie, tenue lundi à Alger, leur volonté commune de renforcer les relations de partenariat dans le domaine énergétique. Dans une déclara-

tion à la presse à l'issue de la réunion, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé que "les deux parties ont renouvelé leur volonté commune de renforcer les relations dans le domaine de l'énergie, à travers la poursuite des échanges et des concerta-

tions dans le cadre des groupes de travail d'experts, au sujet du gaz naturel et les perspectives de développement des infrastructures et de l'électricité, notamment le raccordement électrique, les énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique".

BIDEN : LES ATTAQUES RUSSES EN UKRAINE SONT UNE INDICATION DE L'EXTRÊME BRUTALITÉ DE MOSCOU

Le président américain Joe Biden a vivement dénoncé, lundi, les attaques russes contre l'Ukraine, qui ont visé des infrastructures clés et des sites civils, les qualifiant de nouveau rappel de "l'extrême brutalité" du président russe Vladimir Poutine. Le président américain a déclaré que ces attaques "ont tué et blessé des civils et détruit des cibles n'ayant aucun intérêt militaire" et qu'elles constituent une nouvelle indication claire de "l'extrême brutalité de la guerre illégale menée par M. Poutine contre le peuple ukrainien". Joe Biden a assuré que les

États-Unis ne fléchiraient pas dans leur soutien à l'Ukraine, affirmant que les attaques n'ont fait que conforter dans son approche du conflit qui a éclaté il y a près de huit mois. "De concert avec nos alliés et partenaires, nous continuerons à faire porter le poids de la responsabilité de la guerre à la Russie, à exiger de Poutine et de la Russie qu'ils rendent des comptes pour leurs atrocités et leurs crimes de guerre, et à apporter le soutien nécessaire aux forces ukrainiennes pour défendre leur pays et leur liberté", a-t-il déclaré dans un communiqué.

SONATRACH ANNONCE LA MISE EN PRODUCTION DE DEUX CHAMPS GAZIERS

Dans un communiqué publié lundi, le groupe Sonatrach a annoncé la mise en production de deux champs gaziers à Berkine Sud (Ouargla) dans le cadre d'un contrat signé en décembre 2021 avec l'entreprise italienne Eni. « La mise en production de ces deux champs est intervenue en septembre 2022, soit 6 mois seulement après l'entrée en vigueur dudit contrat

et ce grâce à un développement en mode accéléré (Fast-Track) », indique le communiqué. Plus en détail, l'exploitation de ces deux champs gaziers permettra d'atteindre « une production de 1 million de mètres cubes de gaz et 4000 barils de liquides associés ». Cette capacité de production sera doublée à 2 millions de mètres cubes.

UKRAINE

POUTINE CONFIRME DES FRAPPES MASSIVES SUR LES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES

Au moins dix personnes ont été tuées et 60 autres blessées dans les frappes massives russes sur l'Ukraine lundi matin, a annoncé la police ukrainienne. Selon le maire de Kiev, Vitali Klitschko, cinq personnes sont mortes et 51 autres blessées rien que dans la capitale ukrainienne. Selon la Défense ukrainienne, l'ar-

mée russe a lancé 83 missiles sur l'Ukraine, deux jours après une explosion ayant endommagé le pont russe de Crimée, infrastructure stratégique et symbole de l'annexion de cette péninsule ukrainienne par la Russie. Le président russe Vladimir Poutine a indiqué que la Russie avait lancé une campagne

«massive» de bombardements de l'Ukraine en réplique à l'attaque «terroriste» ukrainienne qui a détruit une partie du pont de Crimée. Le président russe Vladimir Poutine devait en outre recevoir à Saint-Petersbourg le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
**S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DONNE SES INSTRUCTIONS POUR MAÎTRISER LE MARCHÉ ET AFFRONTER LA FLAMBÉE DES PRIX

Guerre ouverte contre les spéculateurs

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation.

La réunion a abordé la situation actuelle du marché et la fluctuation de la distribution de certains consommables, ainsi qu'un diagnostic des failles. En conséquence, le Président a donné des instructions pour contrecarrer ces comportements et les combattre de manière rigoureuse.

La réunion a réuni le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Commerce et des Transports, ainsi que des responsables de tous les services de sécurité.

Depuis quelques semaines, la flambée des prix a mis les citoyens dans une agitation extrême, ce qui constitue un défi à la sécurité nationale. Les prix ont doublé, parfois triplé, sans que l'on sache exactement pourquoi. A cela se sont ajoutées rareté, cherté et pénuries intempestives, sans qu'il y ait diminution



dans la production (huile, par exemple). Les faits, à répétition, laissent croire qu'il s'agit de véritables réseaux organi-

sés spécialisés dans la saignée de l'économie nationale, en exportant les produits subventionnés hors des fron-

tières, mettant en péril l'intégrité financière, physique et morale des citoyens.

I.M.Amine

ALGÉRIE-FRANCE:

L'heure de tirer un bilan n'a pas encore sonné

La Première ministre française, Mme Elisabeth Borne, a achevé une visite du 9 au 10 octobre en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle.

Cette visite a été marquée par la tenue de la 5ème réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) et le forum économique algéro-français, coprésidés par Benabderrahmane et Mme Borne, ainsi que la signature de plusieurs accords de coopération dans divers domaines entre les deux pays.

En effet, le Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français s'est soldé par la signature de 12 conventions, déclarations et mémorandums d'entente dans divers domaines.

Dans le domaine du travail, les ministres concernés ont signé une Déclaration d'intention portant « coopération et échange d'expériences dans le domaine de l'emploi et du travail, notamment pour les jeunes ». La troisième déclaration d'intention concerne la coopération industrielle et technologique, alors que la quatrième concerne le secteur du tou-

risme et de l'artisanat.

Les deux ministres de l'Enseignement supérieur ont procédé, quant à eux, à la signature d'une déclaration d'intention relative aux instituts de sciences et techniques appliquées (ISTA). L'autre accord signé est également une lettre d'intention de coopération pour promouvoir les échanges dans les domaines de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

EN OUTRE, UN PROCÈS-VERBAL DE CESSATION AUX AUTORITÉS ALGÉRIENNES DE 51 PIÈCES DE MONNAIE ANTIQUES A ÉTÉ CONCLU

Dans le domaine de l'économie, les deux parties ont paraphé un mémorandum d'accord sur les start-ups, une convention de partenariat et de coopération dans les domaines de l'agriculture, du développement durable et de l'agroalimentaire, une lettre d'intention dans le domaine de l'économie, de la connaissance, de l'innovation et de l'entrepreneuriat et une lettre d'intention sur la

coopération en matière d'égalité des chances. La rencontre s'est terminée par la signature d'un communiqué conjoint. Cela constitue-t-il pour autant matière à satisfaction, côté algérien ? Certainement pas, et de toute évidence les deux parties n'ont pas la même vision des choses. Si la France, fragilisée par le contexte de guerre en Ukraine et ses graves incidences économiques, peut repartir contente d'avoir renoué un partenariat d'exception avec l'Algérie, cette dernière attend de voir la France réagir sur le terrain sur des dossiers plus lourds.

Alger a été claire, au terme de cette visite, en disant que « la nouvelle dynamique insufflée aux relations algéro-françaises permettra d'approfondir la concertation bilatérale sur les questions d'actualité faisant l'objet d'une convergence de vues » et que cette visite va permettre aux deux pays d'établir une feuille de route et un agenda des futurs rendez-vous communs à l'horizon 2030.

I.Med

PRÉSENTATION DEVANT LA CHAMBRE HAUTE DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les sénateurs interviendront aujourd'hui

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a entamé hier, la présentation, devant les membres du Conseil de la nation, de la Déclaration de politique générale du gouvernement. La séance plénière consacrée à la présentation de la Déclaration est présidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, en présence des membres du gouvernement. La présentation, qui intervient conformément aux dispositions de l'article 111 de la Constitution, sera

suivie des interventions des sénateurs, qui se poursuivront jusqu'à aujourd'hui. La plénière de jeudi sera consacrée aux interventions des présidents de groupes parlementaires et de la réponse du Premier ministre aux interrogations soulevées par les sénateurs, avait précisé le Conseil de la nation dans un communiqué, soulignant que les travaux seront sanctionnés par une motion sur la Déclaration. Cette Déclaration qui a été débattue, la semaine dernière, par les députés de

l'Assemblée populaire nationale (APN), comporte cinq chapitres relatifs au bilan d'action du gouvernement durant la période allant de septembre 2021 à août 2022. Il s'agit de "Consolidation de l'Etat de droit et rénovation de la gouvernance", "Pour une relance et un renouveau économiques", "Pour un développement humain et une politique sociale renforcée", "Pour une politique étrangère dynamique" et "Renforcement de la sécurité et de la défense nationales"

I.M./avec Aps

L'édito

■ Par Zahir Mehdaoui



Ces pénuries à répétition

Dix-huit personnes accusées d'activités spéculatives sur les prix de produits alimentaires ont été placées sous mandat de dépôt par le Doyen des juges d'instruction du Pôle criminel spécialisé dans la lutte contre le terrorisme et la délinquance transfrontalière au Tribunal de Sidi M'hamed. Des quantités importantes de diverses denrées alimentaires de large consommation ont été saisies dans plusieurs wilayas du pays. Les informations liées aux pénuries et à la spéculation se font ces jours-ci de plus en plus fréquentes. Envolée inexplicable des prix, rareté de certains produits à l'exemple de l'huile de table, de la semoule, du lait en sachet..., le quotidien des Algériens est rythmé depuis quelque temps par ces pénuries et ces augmentations qui n'ont aucun sens au regard de la situation financière du pays.

A n'en pas douter, des lobbies relevant de l'ancien régime et de nouveaux barons du marché se sont en partie derrière ce dérèglement chronique du marché. En 2011, déjà, les barons de la spéculation ont failli embarquer le pays dans une spirale de violence aux conséquences incalculables, et ils reviennent ces jours-ci, à la veille du 68^e anniversaire du 1^{er} Novembre et de la tenue du Sommet de la Ligue arabe, pour alimenter des troubles et entretenir la tension sociale pour servir de sombres desseins.

Ayant la mainmise sur le marché, ils tirent, derrière leurs rideaux, les ficelles et décident de tout. Ce sont eux, en dehors de toute logique, qui fixent les prix, qui décident du rythme de l'approvisionnement des marchés et du type de pénurie à provoquer. Profitant de l'absence de contrôle et de suivi permanent et rigoureux du marché, ces spéculateurs de tous bords s'adonnent en toute quiétude à leurs pratiques frauduleuses en mettant par intermittence les consommateurs à rude épreuve.

Les actions menées jusque-là par le Gouvernement pour mettre fin à leurs agissements se sont avérées inopérantes puisque ces pénuries inexplicables sont toujours là. Depuis quelques semaines, notamment depuis la rentrée sociale, le quotidien des ménages rime avec pénuries, flambée des prix et baisse drastique du pouvoir d'achat. S'il est vrai que des forces occultes aux agendas bien déterminés ont quelque peu leur part dans le dérèglement du marché, notamment dans la survenue des pénuries, le Gouvernement est pleinement responsable de ces situations de crises. Quels que soient l'origine et les auteurs de l'anarchie et de l'instabilité qui caractérisent actuellement le marché, les pouvoirs publics sont tenus d'apporter des solutions idoines pour y mettre fin.

Z. M.

UNE GRANDE PREMIÈRE EN ALGÉRIE

FORMATION DOCTORALE EN BIOINFORMATIQUE À L'UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE

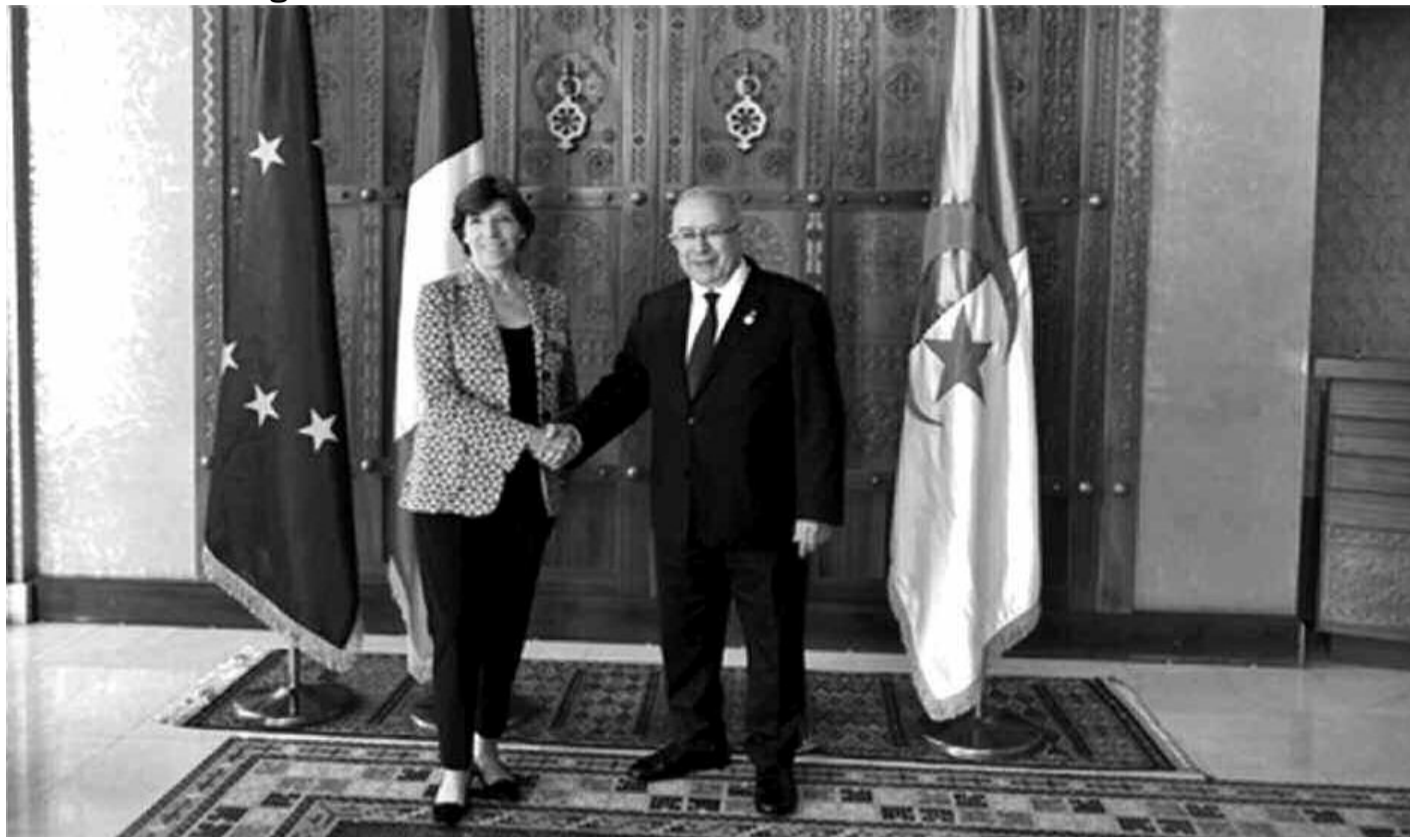
La formation doctorale en bioinformatique sera ouverte cette année, pour la première fois en Algérie, à l'université Frères Mentouri Constantine -1, a indiqué lundi le doyen de la faculté des sciences de la nature et de la vie de cet établissement universitaire en marge des "Journées nationales d'études en biotechnologies et bioinformatiques". S'exprimant dans une déclaration à la presse dans le cadre de ces journées d'études organisées au campus 500 places Tidjani-Heddami de l'université Constantine -1, Dr. Laid Dehimat, a révélé que "la formation en cycle de doctorat dans le domaine de la bioinformatique sera prochainement ouverte pour la première fois en Algérie dans cette université après l'achèvement des démarches pédagogiques et administratives. Au cours de son intervention intitulée "Correction des erreurs de séquençage génomique par HMM", le Pr. Abdelhafid Hamidechi, (université Constantine- 1) a indiqué que l'informatique joue un rôle majeur dans l'articulation entre les différents domaines de la biotechnologie, du fait des capacités énormes de stockage de données et des possibilités infinies dont dispose l'intelligence artificielle pour la résolution des problèmes rencontrés, entre autres le réperforage des enzymes et le séquençage de l'ADN par le "deep learning" (apprentissage automatique), la programmation dynamique et la modélisation des statistiques. L'utilisation de ces modèles à base de mathématique et informatique dans les domaines de biotechnologie a donné naissance à la bioinformatique, dont l'un des avantages est la correction des erreurs de séquençage classiques des plateformes de données, ainsi que l'accélération du rythme des recherches et l'augmentation du taux de réussite dans les résultats obtenus, a fait savoir l'intervenant. Pour sa part, Pr. Mohamed Kitouni a abordé les sujets de recherches scientifiques ayant contribué à mettre au point de nouvelles technologies en bioinformatique dans le but de faciliter l'échange entre chercheurs universitaires et valoriser les avancées qu'ils ont réalisées dans ce domaine. Lors de ces journées nationales d'études en biotechnologies et bioinformatiques, prévues les 10 et 11 octobre, 146 participants, dont des enseignants chercheurs et doctorants, présenteront des communications et des posters se rapportant à la thématique de cet événement.

APS

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

Lamamra : « Nous sommes sur la bonne voie »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a déclaré que « nous espérons pouvoir (...) aller de l'avant vers de nouveaux horizons prometteurs dans le partenariat renouvelé entre l'Algérie et la France ».



A l'occasion de la visite de la Première ministre française, Elisabeth Borne, à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu avec son homologue française Catherine Colonna. Les deux ministres ont coprésidé une séance de travail élargie aux membres des deux délégations. Ils se sont félicités du succès de la 5^e session du CIHN sanctionnée notamment par la signature de onze instruments de coopération couvrant plusieurs domaines. « Ils sont convenus d'intensifier leur dialogue politique et de poursuivre leurs efforts, sur la dynamique de progression soutenue qui marque les relations algéro-françaises,

pour une mise en œuvre diligente de la « Déclaration d'Alger pour le Partenariat renouvelé entre l'Algérie et la France ». Abdelmadjid Tebboune et son homologue français, Emmanuel Macron, souhaitent hisser la relation entre les deux pays au niveau du partenariat d'exception qu'ils ont décidé de bâtir. Cette rencontre a également permis aux chefs de la diplomatie des deux pays de passer en revue un « large éventail de questions d'actualité aux niveaux régional et international ainsi que divers aspects du partenariat euro-méditerranéen et des relations entre l'Algérie et l'Union européenne ». A l'issue de la rencontre, M. Lamamra a déclaré à la presse avoir dési-

gné le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger pour assurer le rôle de « coordinateur permanent de la relation algéro-française et de tous les aspects ayant trait à la coopération, en application des accords conclus sur instruction des présidents Tebboune et Macron », ajoutant: « Nous espérons pouvoir, à travers cette nouvelle structuration de nos efforts conjugués, aller de l'avant vers de nouveaux horizons prometteurs dans le partenariat renouvelé entre l'Algérie et la France. Nous pouvons dire que nous sommes sur la bonne voie et que les relations algéro-françaises connaîtront une évolution positive dans un proche ave-

nir ». Pour sa part, Mme Colonna s'est félicitée de la qualité des entretiens « productifs, cordiaux et amicaux » avec M. Lamamra. La cheffe de la diplomatie française a fait savoir, par ailleurs, qu'elle avait désigné la secrétaire générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour s'assurer, aux côtés des deux ministres, de « la bonne mise en œuvre des accords signés entre Alger et Paris, mais aussi de la préparation de tous les autres (accords) à venir ». Pour rappel, les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération dans divers domaines, notamment l'industrie, l'éducation, la technologie et la culture, au terme de la 5^e session du CIHN.

Youcef S.

IL S'ACQUITTE DE LARGES MISSIONS

L'IDRI, UN OUTIL MODERNE DE FORMATION DE DIPLOMATES

L'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) a œuvré, 20 années durant, à la formation d'une élite de diplomates algériens, voire étrangers, ainsi qu'au développement de la recherche, des études et de la prospective, en employant des moyens et équipements de pointe. Dans un entretien à l'APS, le directeur général par intérim de l'IDRI, Salah Attia, a affirmé que ce pôle s'acquitte de larges missions, à commencer par la formation d'agents du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger", ajoutant que "l'Institut s'était, récemment, lancé dans l'organisation de formations spécialisées au profit de diplomates d'autres Etats. Parmi les missions, poursuit le

même responsable, figurent "le développement d'activités de recherches, d'études et de prospective, la publication d'études et recherche dans des magazines périodiques, l'organisation de conférences, de colloques et de forums, ainsi que l'organisation de journées d'études en lien avec l'activité du ministère des Affaires étrangères et le développement des relations internationales". Le même intervenant a relevé, en outre, que "l'Institut organisait des sessions de formation au profit de cadres d'administrations, établissements et organismes publics nationaux différents, selon leurs besoins dans les domaines relatifs aux relations étrangères et internationales et œuvre à promouvoir la coopération avec

les différents organismes étrangers similaires. Des sessions dans le cadre desquelles, l'Institut a conclu quarante conventions de coopération. L'Institut vise également une consolidation permanente de sa place en tant qu'outil efficace qui contribue au développement continu de l'action extérieure de l'Etat. A cet effet, l'Institut se soucie d'adapter et renouveler les connaissances et de se mettre au diapason des évolutions dans divers domaines liés à l'action diplomatique et consulaire. Disposant d'un bâtiment intégré doté d'équipements modernes, de salles à usages multiples, de laboratoires de langues et informatique et d'une bibliothèque, l'Institut relevant du

ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger "offre des programmes de formation théorique et pratique dispensés par des professeurs universitaires, des diplomates chevronnés et des experts dans leurs domaines de compétence". L'ancien ambassadeur d'Algérie aux Emirats arabes unis a précisé que l'Institut "s'emploie à former des diplomates qui contribuent à la mise en œuvre de la politique étrangère du pays et défendent ses intérêts à l'étranger, des diplomates patriotes et attachés à la souveraineté de leur patrie comme tous les Algériens", s'inspirant de leur prédécesseurs au talent reconnu internationalement qui ont fait la gloire de la diplomatie algérienne avant et après l'indépendance, à l'instar de

l'ancien ministre des Affaires étrangères, le martyr Mohamed Seddik Benyahia. Il a également mis en avant "la nouvelle génération de diplomates algériens fidèles à la voie tracée par leurs aînés dans la défense inlassable de la patrie et de sa souveraineté". Une nouvelle génération qui "fait face résolument aux difficultés actuelles et est déterminée à relever les défis à venir", a-t-il dit. La vision renouvelée de la diplomatie algérienne prend en compte tous les défis géopolitiques et économiques actuels auxquels le pays est confronté et œuvre à apporter une plus grande contribution à notre communauté à l'étranger dans la construction de l'Algérie nouvelle.

Y. B.

RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, DU SYSTÈME FINANCIER ET FISCAL, AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES...

Le gouvernement part au front

L'exécutif admet qu'il reste encore beaucoup à accomplir pour donner une impulsion aux réformes. Il promet de recentrer ses efforts sur les réformes dont le pays a le plus grand besoin, et veiller à en accélérer la mise en œuvre...

Certains objectifs ont été réalisés dans plusieurs secteurs d'activités. D'autres n'ont été que partiellement atteints. Et cela transparaît dans la Déclaration de politique générale du gouvernement. L'exécutif admet d'ailleurs qu'il reste encore beaucoup à accomplir pour donner une impulsion aux réformes. Il promet de recentrer ses efforts sur les réformes dont le pays a le plus grand besoin, et veiller à en accélérer la mise en œuvre. Les réformes dont a besoin l'économie concernent le système financier, le budget, le climat des affaires, le fisc, l'administration... Le gouvernement s'est engagé à accorder une plus grande attention à la modernisation des finances publiques et au système bancaire, à l'assainissement de la sphère économique, à la promotion de l'investissement et à la valorisation des richesses du pays. L'exécutif expose avec



quelques détails en quoi cette réforme consiste. Ainsi, en vertu du principe de la liberté d'investissement et de commerce et dans le but d'améliorer le climat des affaires, il a été procédé à la révision de certains textes législatifs y afférents.

La réforme de l'administration et la lutte contre la bureaucratie demeurent une préoccupation permanente dans la feuille de route établie par le

gouvernement qui entend consolider la mise en œuvre du plan national de simplification et d'amélioration des procédures administratives. Par ailleurs, la lutte contre la bureaucratie et son corollaire, la corruption, constitue un axe important dans l'action gouvernementale qui devrait se traduire par la mise en œuvre et le respect des engagements internationaux de l'Etat en la matière, ainsi que par le ren-

forcement du rôle des différentes institutions de contrôle et d'audit. L'exécutif s'attèlera en outre à élaborer et à définir des normes et critères pour l'amélioration des modes d'organisation et de fonctionnement de l'administration publique et de ses démembrements, à travers notamment la révision du cadre juridique les régissant.

Au chapitre fiscal, le gouvernement envisage de relever la fiscalité ordinaire et de réformer le système fiscal. Cela devrait permettre d'assurer une couverture progressive, des dépenses de fonctionnement par les revenus de la fiscalité ordinaire. Un objectif réalisable?

Il est question de renforcer les règles de recouvrement de l'impôt et d'améliorer le recouvrement fiscal, notamment de la TVA, ainsi que de réviser un certain nombre d'exemptions fiscales.

Yucef S.

Amélioration de la santé mentale: appel à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs tracés

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a appelé, lundi à Alger, l'ensemble des acteurs à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs tracés dans le domaine de l'amélioration de la santé mentale.

Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie qu'il a présidée à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, M. Saihi a précisé que l'amélioration de la santé mentale était "une priorité" comme en témoignent les mesures prises et qui "seront renforcées", appelant l'ensemble des acteurs, à savoir les pouvoirs publics, les professionnels, les secteurs partenaires et la société civile, à "redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs que nous avons tracés pour l'amélioration de la santé mentale". La célébration de la Journée mondiale de la santé mentale intervient cette année dans un contexte particulier de recul de l'épidémie de Covid-19, a-t-il observé, soulignant que cette pandémie "aura des répercussions psychologiques qui imposent de redoubler d'efforts pour l'accompagnement psychologique des malades et de leurs familles, ainsi que des personnels de santé. Le ministre a rappelé que l'Algérie avait inscrit dans sa Constitution "le droit

des citoyens à la protection de leur santé" et réalisé "d'importants investissements, depuis l'indépendance, pour assurer des soins de santé pour tous". Et d'affirmer que la santé mentale est un "droit fondamental" et "une préoccupation de santé publique prévue dans la loi sanitaire". Les politiques adoptées dans ce domaine ont permis à l'Algérie de réaliser des "progrès significatifs", que ce soit en termes de structures (24 Etablissements hospitaliers spécialisés actuellement), ou au niveau des services dans les Centres hospitalo-universitaires (CHU) et certains Etablissements publics hospitaliers (EPH), ainsi qu'en termes de ressources humaines ou encore de la large couverture de la prise en charge de la santé mentale au niveau des établissements de proximité et des cliniques privées. La loi sur la santé et le lancement de la mise en œuvre du plan national de promotion de la santé mentale figurent parmi "les outils à même d'améliorer la santé mentale", a fait savoir le ministre, ajoutant que le Plan national de promotion de la santé mentale (2017-2020), qui comprend 6 axes stratégiques, vient compléter le programme national de santé mentale. Des défis restent à relever en dépit des mesures

prises, a-t-il dit, insistant sur la nécessité de renforcer la coopération multisectorielle et de promouvoir la pédopsychiatrie qui a récemment enregistré "une évolution remarquable". Lors de cette célébration, le projet de la répartition sectorielle de la prise en charge de la santé mentale sera abordé, notamment "l'hospitalisation obligatoire" qui "constitue un élément important" dans la mise en œuvre du plan national de promotion de la santé mentale, outre "la question du soutien psychologique en situation de crise". Pour répondre aux besoins de formation concernant l'intervention psychologique post traumatique, "un guide est en cours d'élaboration avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-il indiqué, précisant que sa première ébauche sera débattue ce lundi. De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, M. Nouhou Amadou a souligné que l'Algérie est "sur la bonne voie" en matière de prise en charge de la santé mentale, ajoutant que la célébration de cette journée, qui a pour slogan "La santé mentale pour tous" constitue une occasion pour mettre en exergue les défis auxquels la santé mentale est confrontée.

APS

145^E ASSEMBLÉE DE L'UIP : LE PARLEMENT ALGÉRIEN ASSISTE AUX RÉUNIONS DES GROUPES AFRICAIN ET ARABE

Une délégation du Parlement algérien participe aux réunions des groupes géopolitiques africain et arabe, à la veille de l'ouverture de la 145^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) et ses réunions connexes, prévues à Kigali (Rwanda), indique un communiqué de la chambre haute du Parlement. En préparation de l'ouverture des travaux de la 145^e Assemblée de l'UIP, les groupes géopolitiques de l'Union ont tenu, lundi, leurs réunions au Centre des conférences de Kigali, précise la même source, relevant que la délégation parlementaire conjointe (APN et Conseil de la nation) présidée par M. Lotfi Boumediene Chibane, vice-président du Conseil de la Nation, a participé aux deux réunions des groupes arabe et africain. Les deux réunions des groupes arabe et africain ont été consacrées à la concertation et à l'échange de vues sur les demandes d'inscription de points urgents à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et du Conseil directeur, ainsi qu'à l'approbation des candidatures des deux groupes aux postes vacants dans les organes de l'Union. Dans son intervention lors de la réunion du groupe arabe, M. Chibane a mis l'accent sur l'importance de cette réunion étant "l'une des opportunités et des occasions qui consolident le rapprochement arabo-arabe, et favorisent la solidarité et la coopération entre les représentants des peuples arabes, dans le but d'unir les rangs, coordonner les positions, et faire face aux défis importants auxquels ils sont confrontés", a indiqué la même source. Il a également affirmé "l'attachement de l'Algérie à la durabilité de ce rapprochement, qui se concrétisera sous sa meilleure forme dans moins d'un mois, à la faveur du Sommet arabe prévu à Alger les 1 et 2 novembre prochain, coïncidant avec les festivités commémoratives du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre, qui symbolise les valeurs de liberté, de souveraineté, de dignité, de rétablissement des droits et d'indépendance de décision", a ajouté le communiqué du Conseil de la nation.

APS

Conseil de la nation : l'ambassadeur indonésien chez Salah Goudjil

Salah Goudjil, le président du conseil de la nation a reçu l'ambassadeur de la République d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar Tjandraningrat. Ce dernier a échangé avec le président de la chambre haute du Parlement des voies et moyens de renforcer les relations entre les deux pays, notamment au volet parlementaire. Les deux responsables « ont convenu de la nécessité

d'intensifier les visites interparlementaires et de renforcer les groupes d'amitié et de fraternité parlementaires pour être au diapason des relations politiques dont les contours et les grandes lignes sont tracés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président indonésien, M. Joko Widodo », a précisé un communiqué du Conseil de la nation. Salah

Goudjil n'a pas manqué, lors de cette rencontre, d'affirmer que l'Algérie et l'Indonésie ont toujours été proches et leurs relations sont historiques.

Il en veut pour preuve « la Conférence de Bandung en 1955 ». Il soulignera, dans le même sillage, l'attachement du chef de l'Etat à renforcer encore plus les relations entre les deux pays au mieux de l'intérêt mutuel. Pour

sa part, M. Tjandraningrat a exprimé « sa satisfaction de la qualité des relations diplomatiques liant les deux pays et son souhait de les élargir et de les consolider », saluant « les progrès que connaît l'Algérie dans tous les domaines ». Il a affirmé que son pays et l'Algérie « partagent la question de la lutte en faveur du règlement des causes justes de par le monde confor-

mément aux résolutions onusiennes ». Sur les questions internationales, les deux parties ont évoqué « les questions d'intérêt commun » à l'instar de « la cause palestinienne et le soutien des peuples à l'autodétermination », en sus « des futurs défis qui impacteront l'ordre mondial à la lumière des mutations que connaissent plusieurs régions du monde ».

R. N.

APRÈS QUELQUES JOURS DE HAUSSES DES PRIX

Le pétrole plombé par les craintes de récession

Les cours du pétrole ont reculé à nouveau hier, les inquiétudes sur une récession qui plomberait la demande mondiale reprenant le dessus malgré une forte baisse de l'objectif de production de l'Opep+ annoncée la semaine dernière.

Vers 10H55 GMT (12H55 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre cédait 2,20% à 94,07 dollars, et celui de West Texas Intermediat (WTI) pour livraison en novembre perdait 2,49% à 88,87 dollars.

"Les inquiétudes sur la demande prennent le pas sur un marché tendu au niveau de l'offre", a résumé Stephen Innes, analyste chez SPI AM. De mauvaises données venues de Chine et l'escalade de la guerre en Ukraine augmentent le risque de récession à travers le monde, et les investisseurs attendent le pire du rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur l'économie mondiale attendu à 13H00 GMT. "Les avertissements sur l'économie ne sont pas une énorme surprise étant donné l'ampleur des chocs de l'invasion russe de l'Ukraine et de la pandémie" de Covid-19, avec des confinements toujours en place en Chine, a estimé Craig Erlam, analyste chez Oanda.

Malgré ce contexte morose, les prix restent en hausse de 7% pour le Brent et de 12% pour le WTI depuis le début du mois, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+) ayant décidé de sabrer dans sa production.

"Le marché du pétrole n'aura plus d'excédent de production à la fin de l'année, et pourrait même souffrir d'un déficit d'offre en 2023", expliquent les analystes de Commerzbank. Reste à savoir si les prix vont rebondir, se demande Craig Erlam: "le Brent n'a pas réussi à franchir durablement le seuil symbolique de 100 dollars ces derniers mois. Peut-être que l'action de l'OPEP+ suffira à lui donner cet élan".

B.K.



SONATRACH-ENI

MISE EN PRODUCTION DE DEUX CHAMPS GAZIERS À BERKINE

Le groupe "Sonatrach" a annoncé, lundi soir dans un communiqué, la mise en production de deux champs gaziers dans le bassin de Berkine (wilaya de Ouargla), dans le cadre du premier contrat signé avec l'entreprise italienne "Eni" sous l'égide de la nouvelle loi sur les

hydrocarbures 19-13.

"Dans le cadre du contrat Berkine-Sud, signé entre Sonatrach et Eni en décembre 2021, sous l'égide de la nouvelle loi sur les hydrocarbures 19-13, Sonatrach annonce la mise en production de deux champs gaziers liés à ce

contrat", indique-t-on dans le même texte.

"La mise en production de ces deux champs est intervenue en septembre 2022, soit six mois seulement après l'entrée en vigueur dudit contrat, et ce, grâce à un développement en mode accéléré (Fast-Track)", précise-t-on. Cette nouvelle réalisation, relève le même texte, "permet d'atteindre une production journalière de 1 million de mètres cubes de gaz et 4.000 barils de liquides associés", ajoutant qu'"il est prévu que cette capacité de production

soit augmentée à hauteur de 2 millions de mètres cubes à la fin de cette année". "Ces quantités supplémentaires, additionnées aux quantités produites par les deux champs de Berkine- Nord, entrés en production en juillet 2022, augmentent les volumes de gaz produits par l'association Sonatrach-Eni et participent à l'accroissement des exportations de gaz algérien destinées au marché européen", souligne-t-on dans le communiqué.

R. E.

GAZ NATUREL, ÉNERGIES RENOUVELABLES ET HYDROGÈNE VERT Les propositions de l'UE pour l'Algérie

L'Algérie est l'un des partenaires "les plus fiables" pour l'Union européenne (UE) dans le domaine de l'énergie et il est "naturel" de se tourner vers elle au moment où les marchés de l'énergie européens font face à des turbulences, a indiqué, hier à Alger, la Commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson. Dans cette optique, l'UE et l'Algérie peuvent conjointement renforcer de manière durable leur coopération énergétique, le volet du gaz étant "le maillon central" du partenariat énergétique entre les deux parties, a souligné Mme Simson lors du Forum d'affaires Algérie-UE sur l'énergie, présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benaderrahmane. Soulignant que le marché européen est "encore dépendant à 90% des importations de gaz", la responsable européenne s'est réjouie du fait que l'Algérie investit dans de nouvelles explorations gazières et de nouveaux projets de production.

Elle a également évoqué la possibilité d'aider à augmenter le volume de gaz algérien disponible pour l'exportation en "récupérant le gaz perdu lors du torchage, de l'évent ou des fuites de méthane". "Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et moi, avons discuté hier de la manière de développer davantage ce volet. L'UE est prête à apporter son savoir-faire", a-t-elle assuré. De plus, la nouvelle coopération énergétique Algérie-UE signifie "un travail allant au-delà du gaz", selon Mme Simson, citant la potentielle coopération dans les énergies renouvelables et l'hydrogène.

Rappelant que l'Algérie détient "l'un des plus grands potentiels d'énergie solaire au monde", Mme Simson a indiqué que "l'UE est prête à aider l'Algérie à libérer pleinement ce potentiel".

"Notre objectif est de créer des liens concrets, des relations d'affaires

durables, de favoriser la confiance et d'aider à définir ce que tous les acteurs et parties prenantes peuvent faire pour renforcer le lien entre les entreprises algériennes et européennes du secteur de l'énergie", a-t-elle conclu. Kadri Simson, avait affirmé lundi soir à Alger que l'Union européenne (UE) est prête "à consolider et à développer davantage un partenariat énergétique avec l'Algérie", assurant que l'Algérie reste "un fournisseur important et fiable".

"Nous voulons les consolider et développer davantage un partenariat énergétique qui soit mutuellement bénéfique aux peuples algérien et européens", a-t-elle souligné, lors d'un point de presse à l'issue de la 4ème réunion annuelle de haut niveau du dialogue énergétique entre l'Algérie et l'UE.

A ce propos, la commissaire européenne a affirmé avoir proposé au ministre de

l'Énergie trois domaines "très prometteurs" dans le secteur de l'énergie où l'Algérie et l'UE peuvent avoir une "coopération gagnant-gagnant".

Tout en faisant état d'une "discussion excellente" avec M. Arkab, la commissaire européenne a souligné également que le deuxième domaine d'intérêt commun est celui des énergies renouvelables.

A ce propos, elle a indiqué que les deux parties travaillent déjà ensemble sur le développement des énergies renouvelables avec le projet commun "Taka Nadhifa" (énergie propre ndlr).

Le 3ème domaine de coopération cité par Mme Simson est celui de l'hydrogène vert, affirmant qu'"un éventuel partenariat UE-Algérie sur l'hydrogène pourrait permettre de développer la production, la consommation et le commerce d'hydrogène renouvelable et de dérivés".

B.K.

ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES À BÉJAÏA

Le FLN plaide en faveur d'un «plan spécial» pour la commune de Toudja

Le secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Abou El Fadhl Baadji, a plaidé lundi, à Béjaïa, en faveur d'un «plan spécial» pour la commune de Toudja, située à 40 km à l'ouest de cette wilaya, afin de «lui permettre de rattraper le retard qu'elle accuse en matière de développement économique».

«Toudja nécessite un plan spécial», a martelé M. Baadji lors d'un meeting populaire de campagne électorale relative aux élections communales partielles prévues jeudi prochain (15 octobre) dans quatre communes de Béjaïa, déplorant que «malgré ses potentialités», cette commune «reste en décalage avec les autres communes de la wilaya». Le responsable du FLN a saisi l'opportunité pour dresser un constat d'«échec» dans la gestion des affaires communales, estimant nécessaire pour les futures élus de mettre en valeur l'investissement local, dont la concrétisation de la zone d'activité s'y trouvant, la promotion du tourisme, puisque la région dispose d'un linéaire balnéaire de plus de 20 km, l'exploitation des ressources hydriques de cette région gorgée d'eau, et la réalisation de logements. «Le FLN n'a pas été aux commandes dans cette région depuis des décennies, et nous n'avons aucune responsabilité dans cet état de fait», a-t-il relevé, invitant la population locale à aller voter pour confier à la liste du parti, «la confiance et l'opportunité de redresser ainsi la situation et propulser la commune vers d'autres perspectives».

«Désormais, il faut un saut qualitatif, avec de la volonté et de la sincérité», a ajouté M. Baadji, louant les profils des candidats de la liste électorale du FLN, qu'il a qualifiés de «jeunes et compétents», et qui «seront soumis à un contrôle par toutes les structures et instances du parti, afin de réaliser leurs promesses», a-t-il affirmé. Répondant à un citoyen qui lui faisait remarquer que «cette région a toujours été une colline oubliée, à l'exception des dates électorales», le responsable du FLN a promis que «Toudja va prendre de l'essor et rayonnera de nouveau», si la liste de son parti est élue.



ÉRIGER «TAHARACHT» EN ZONE INDUSTRIELLE

En fin d'après-midi, M. Baadji a poursuivi sa campagne dans la wilaya de Béjaïa par l'animation d'un autre meeting dans la commune d'Akbou, durant lequel il a exhorté les responsables du secteur économique à tout faire pour ériger l'actuelle zone d'activité de «Taharacht» en zone industrielle, s'appuyant dans sa proposition sur les performances économiques dont elle fait preuve et le nombre d'entreprises qu'elle recèle et qui en majorité font dans l'excellence «Il faut l'ériger en zone industrielle. Elle possède tout le potentiel pour cela», a-t-il clamé, plaidant en faveur d'un «pôle économique d'envergure à même de renforcer ses potentialités en termes de création de richesses, d'emplois ou de génération d'impôts et taxes pour la trésorerie communale». Le responsable du FLN a souligné à ce titre sa confiance quant au «relèvement de l'état général de la commune, qui reste l'une des plus riches du pays», a fortiori dans la perspective des élections

prochaines et de «l'éventualité du succès de la liste des candidats de son parti dont les représentants sont jeunes, dynamiques, compétents, jouissant de surcroît d'une notable expérience dans la gestion, la majorité étant des cadres d'entreprises», a-t-il dit. A ce titre, il en a profité pour appeler à un vote «massif» et à «faire revenir le FLN dans les travées de l'Assemblée locale après plusieurs années d'absence dont le manque s'est visiblement fait ressentir», a-t-il estimé. Quatre communes sont concernées par les élections partielles du 15 octobre à Béjaïa. Il s'agit d'Akbou, Toudja, Feraoun et M'cigna, toutes situées à l'ouest de la wilaya, au cœur de la vallée de la Soummam. Elles comptent 47.000 électeurs dont près de la moitié concentrés dans la seule région d'Akbou, deuxième grande commune de la wilaya. A noter que lors des élections locales du 27 novembre 2021, les quatre communes n'ont pas été pourvues d'élus faute de candidats, d'où l'organisation de ces élections communales partielles.

R.R.

EL-OUED/MEGHAÏER

MISE EN SERVICE DE 52 STATIONS 4G LTE

Un total de 52 stations 4G (4ème génération) de téléphonie fixe et internet ont été mises en service dans les wilayas d'El-Oued et de Meghaïer, a indiqué avant-hier la direction locale d'Algérie-Télécom (AT). Ces stations, dont huit ont été mises en service l'année courante, interviennent en application du programme d'envergure de la direction générale d'Algérie-Télécom visant à faire profiter les zones enclavées et localités reculées des avantages d'internet 4G, a indiqué le chargé de la communication à la direction d'AT d'El-Oued, Said Khaldi.

Ces supports technologiques modernes ont été installés au niveau de 52 concentrations urbaines des 30 communes des deux wilayas, qui accusent un déficit en couverture internet à haut débit pour des raisons techniques ayant nécessité la mise en place d'une antenne aérienne 4G LTE, a fait savoir M. Khaldi. Retenue au titre de la prise en charge des préoccupations de la population locale en termes de connexion aux technologies modernes, ces opérations, affectées en fonction des normes techniques, permettront à plus de 39.000 abonnés, à raison de 750 clients par station, de bénéficier d'un meilleur accès à l'internet haut débit, notamment dans les zones rurales et enclavées, a-t-il ajouté.

M. Khaldi a dévoilé que cinq nouvelles stations similaires seront mises en service dans les prochaines semaines au profit des concentrations des communes dépourvues de ces supports technologiques. La direction opérationnelle d'AT de la wilaya d'El-Oued dispose de 11 agences commerciales, à raison d'une agence par daïra et huit services techniques appelés à consacrer la stratégie de l'entreprise visant le rapprochement du service public du citoyen.

R.R.

ORAN

Des perturbations dans l'alimentation en eau potable à partir de demain

Toute la partie est de la wilaya d'Oran connaîtra des perturbations dans l'alimentation en eau potable durant plusieurs jours en raison du lancement de travaux de maintenance, a annoncé avant-hier la Société de l'eau et de l'assainissement (SEOR). «La SEOR lancera demain des travaux pour réparer deux importantes fuites survenues sur une conduite de transfert au niveau du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), ce qui engendrera des perturbations dans

l'alimentation en eau potable dans toute la partie est», a annoncé le directeur général de la SEOR, Oussama Heleili, lors d'une conférence de presse. Les perturbations toucheront les daïras de Bethioua, Arzew, Gdyl et Bir El Djir, les communes de Sidi Chahmi et El Bria, ainsi que la partie est de la commune d'Oran, a-t-on précisé de même source. La durée des travaux de maintenance est estimée à 48 heures et 24 autres heures supplémentaires seront nécessaires pour le remplissage du réseau et des

réservoirs, a expliqué M. Heleili, ajoutant que «l'arrivée de l'eau dans les robinets risque de prendre plus de temps pour les zones qui sont en fin de réseau». «Le rétablissement de l'alimentation en eau potable débutera d'abord dans les daïras de Bethioua, Arzew et Gdyl, se trouvant en début de réseau, à partir de dimanche, pour ensuite atteindre les autres zones touchées», a-t-il encore noté, ajoutant que «le problème concerne deux fuites importantes, estimées entre 1.000 et 1.500 m³/jour, qui

nécessitent une intervention rapide, avec un haut risque d'éclatement si la réparation est différée». «Si la conduite éclate, la durée de maintenance peut être beaucoup plus importante et le volume d'eau perdu le sera également», a noté, pour sa part, le sous-directeur de la SEOR, Houari Khoudja. Il a ajouté que pas moins de 30.000 m³ seront perdus à l'instant même de l'éclatement, avec une durée de maintenance qui pourrait atteindre les dix jours.

R.R.

OMERTA DANS LA GUERRE

Le sabotage du gazoduc Nord Stream 2 a pratiquement annoncé que la guerre en Ukraine ne peut que s'intensifier sans qu'aucune fin ne soit en vue. Les guerres impérialistes sont menées pour conquérir des terres, des peuples, des territoires. Les guerres de gangsters sont menées pour éliminer les concurrents. Dans les guerres de gangsters, on lance un avertissement obscur, puis on casse les vitres ou on brûle l'endroit.

Par **Diana Johnstone***

Consortium news

La guerre des gangsters, c'est ce qu'on fait quand on est déjà le patron et qu'on ne laisse aucun étranger empiéter sur son territoire. Pour les « parains » de Washington, le territoire peut être à peu près partout, mais son cœur est l'Europe occupée. Par une étrange coïncidence, il se trouve que Joe Biden ressemble à un chef de la mafia, qu'il parle comme un chef de la mafia et qu'il arbore un demi-sourire de travers comme un chef de la mafia. Il suffit de regarder la désormais vidéo mise en ligne sur le sujet.

Biden : « Si la Russie envahit... alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin ».

Journaliste : « Mais comment allez-vous faire, exactement, puisque...le projet est sous le contrôle de l'Allemagne ? »

Biden : « Je vous promets que nous serons en mesure de le faire ».

Capable, c'est sûr.

La pose du gazoduc Nord Stream 2 à travers la mer Baltique, depuis les environs de Saint-Petersbourg jusqu'au port de Greifswald en Allemagne, a coûté des milliards de dollars. L'idée était de garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Allemagne et d'autres partenaires européens en contournant l'Ukraine, connue pour sa volonté d'utiliser ses droits de transit pour siphonner du gaz pour elle-même ou faire chanter ses clients.

Bien sûr, l'Ukraine a toujours été farouchement hostile au projet. Les États-Unis aussi. Tout comme la Pologne, les trois pays baltes, la Finlande et la Suède, tous attentifs à ce qui se passait dans leur mer.

La mer Baltique est une étendue d'eau presque fermée, avec un accès étroit à l'Atlantique par les détroits danois et suédois. Les eaux proches de l'île danoise de Bornholm, où les pipelines Nord Stream ont été sabotés par des explosions sous-marines massives, sont sous la surveillance militaire constante de ces voisins.

« Il semble totalement impossible qu'un acteur étatique puisse mener une opération navale majeure au milieu de cette zone densément surveillée sans être remarqué par les innombrables capteurs actifs et passifs des États riverains ; certainement pas directement au large de l'île de Bornholm, où Danois, Suédois et Allemands ont rendez-vous pour sur-

veiller les activités de surface et sous-marines », écrit Jens Berger dans l'excellent site allemand Nachdenkseiten.

EN JUIN DERNIER, BERGER RAPPORTE :

« La manœuvre annuelle de l'OTAN Baltops s'est déroulée en mer Baltique. Sous le commandement de la 6e flotte américaine, 47 navires de guerre ont participé à l'exercice cette année, dont la force de la flotte américaine autour du porte-hélicoptères USS Kearsarge. Une manœuvre particulière a été menée par la Task Force 68 de la 6e Flotte – une unité spéciale de neutralisation des explosifs et munitions et d'opérations sous-marines des Marines étasuniens, l'unité même qui serait la première à qui s'adresser pour un acte de sabotage sur un pipeline sous-marin ».

En juin de cette année, cette même unité a participé à une manœuvre au large de l'île de Bornholm, en opérant avec des véhicules sous-marins sans pilote.

Berger estime qu'une opération de sabotage de grande envergure « n'aurait pas pu être menée directement sous le nez de plusieurs États riverains sans que personne ne s'en aperçoive ». Mais il ajoute cette observation intelligente : « si l'on veut cacher quelque chose, il est préférable de le faire en public ».

Pour pouvoir fixer des engins explosifs sur un gazoduc en passant à moitié inaperçu, il faudrait une distraction plausible – une raison de plonger près de Bornholm sans être immédiatement soupçonné de commettre un acte de sabotage. Il n'est même pas nécessaire qu'elle soit directement liée dans le temps aux attaques. Les engins explosifs modernes peuvent, bien sûr, être déclenchés à distance. Alors, qui a mené de telles opérations dans la zone maritime ces dernières semaines ? Comme par hasard, c'est exactement la même force opérationnelle autour de l'USS Kearsarge qui était à nouveau dans la zone maritime autour de Bornholm la semaine dernière.

En bref, pendant les manœuvres de l'OTAN, un participant aurait pu poser les explosifs, pour les faire sauter à un moment choisi ultérieurement.

Par une étrange coïncidence, quelques heures seulement après le sabotage de Nord Stream 1 et 2, les cérémonies d'ouverture du nouveau pipeline de la Baltique transportant du gaz de la Norvège vers le Danemark et la Pologne ont commencé.

LA SIGNIFICATION

POLITIQUE DU SABOTAGE

En raison des sanctions occidentales contre la Russie, le gaz n'était pas livré par les gazoducs détruits. Cependant, le gaz à l'intérieur des gazoducs fuit dangereusement. Les gazoducs restaient prêts à être utilisés dès qu'un accord pourrait être trouvé. Et la première signification, dramatique, du sabotage est que désormais, aucun accord ne peut être trouvé. Nord Stream 2 aurait été la clé d'une sorte d'accord entre la Russie et les Européens. Le sabotage a quasiment annoncé que la guerre ne peut que s'intensifier, sans fin en vue.

En Allemagne, en République tchèque et dans quelques autres pays, des mouvements commençaient à se développer pour demander la fin des sanctions, et plus précisément pour résoudre la crise énergétique en mettant Nord Stream 2 en service pour la première fois. Le sabotage a donc invalidé la principale revendication des mouvements pacifistes potentiels en Allemagne et en Europe.

Cet acte de sabotage est avant tout un sabotage délibéré de toute perspective de paix négociée en Europe.

L'Occident a ensuite demandé aux gouvernements de l'OTAN d'appeler tous leurs citoyens à quitter la Russie immédiatement. En prévision de quoi ?

LES RUSSES L'ONT FAIT

Dans cette situation catastrophique, les grands médias occidentaux se demandent tous qui pourrait être le coupable, et les soupçons se portent automatiquement sur... la Russie. Le motif ? « Pour augmenter le prix du gaz » ou « pour déstabiliser l'Europe » – des choses qui se produisaient de toute façon. N'importe quelle idée farfelue fait l'affaire.

Les faiseurs d'opinion européens montrent le résultat de 70 ans d'['Us]américanisation. En Allemagne surtout, mais aussi en France et ailleurs, pendant des décennies, les États-Unis ont systématiquement repéré les jeunes en devenir, les ont invités à devenir de « jeunes leaders », les ont invités aux États-Unis, les ont endoctrinés dans « nos valeurs » et les ont fait se sentir comme des membres de la grande famille transatlantique. Ils sont mis en réseau pour occuper des postes de premier plan dans la politique et les médias. Ces dernières années, on s'alarme beaucoup des prétendus efforts russes pour exercer une « influence » dans les pays européens, alors que les Européens baignent dans une perpétuelle influence US : films, Netflix, culture pop, influence dans les universités, les médias, partout.

Lorsqu'une catastrophe frappe l'Europe, on ne peut pas la mettre sur le dos des États-Unis d'Amérique (sauf pour l'ancien président Donald Trump, car l'establishment étasunien l'a méprisé et rejeté, alors les Européens doivent faire de même). Il faut que ce soit le méchant du film, Poutine.

L'ancien ministre polonais des Affaires étrangères, Radek Sikorsky, fanatiquement anti-russe, n'a pas pu se retenir et a joyeusement salué les fuites massives de gaz naturel du gazoduc détruit par un joyeux tweet : « Merci, USA ». Mais la Pologne était certainement aussi disposée, et peut-être même capable. Il en est de même pour d'autres pays de l'OTAN. Mais ils préfèrent tous « suspecter » publiquement la Russie.

Officiellement, jusqu'à présent, aucun gouvernement de l'OTAN ne sait qui a fait le coup. Ou peut-être le savent-ils tous. Peut-être est-ce comme le célèbre mystère d'Agatha Christie dans le train de l'Orient Express, où les soupçons se portent sur tous les passagers, qui sont tous coupables. Et tous unis dans l'Omerta.

*Diana Johnstone est une universitaire et journaliste américaine. Diplômée d'études slaves, elle a obtenu son doctorat à l'Université du Minnesota. Journaliste à l'Agence France Presse dans les années 1970, elle a séjourné en France, en Allemagne et en Italie, avant de s'installer définitivement à Paris en 1990.

NORD STREAM, C'EST QUOI ?

Le Nord Stream est un système de deux gazoducs reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique.

Les travaux du gazoduc Nord Stream 1 (anciens noms : North Transgas et North European Gas Pipeline : NEGP), issu d'un projet lancé en 1997, ont démarré fin 2005 pour se terminer en 2011 avec une mise en service effective en 2012. Les travaux du gazoduc Nord Stream 2, destiné à doubler la capacité de transport de gaz, ont commencé en avril 2018. Ils ont ensuite été interrompus en décembre 2019 du fait de l'opposition et des sanctions des États-Unis, mais reprennent en 2021 et sont terminés en septembre cette année-là. Le 22 février 2022, à la suite de la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de deux républiques autoproclamées en Ukraine, le chancelier Olaf Scholz suspend le processus de certification du projet de gazoduc. Le 1er mars 2022, Nord Stream 2 SA dépose son bilan, à la suite des sanctions décidées par l'Allemagne, l'Union européenne et

les États-Unis de l'Ukraine en septembre 2021, après plusieurs ruptions du report sine gazoduc Nord Stream. La construction russe a commencé en 2005 dans la région de Vologda. La Russie fonctionnant station côtière à Vyborg. La ligne est de 917 kilomètres, la canalisation mesure 1200 mètres avec une section d'environ 100 mètres par six kilomètres. La section tchèque est lement le gazoduc Nord Stream 2 et oblast de construction russe Gazprom.

SECTION BALTIQUE

La section est fonctionnelle à la station de Vyborg. Portavaia au nord vers Lubmin en Allemagne, d'une longueur de 1 224 kilomètres. De ceux-ci, 1 000 sont dans les eaux russes, 96 kilomètres sont russes, 369 kilomètres sont finlandais. La zone suédoise est la zone danoise, la zone allemande, les eaux tchèques, le plan est de 100 mètres parallèles d'entre eux, milliards de mètres carrés. Le diamètre extérieur est de 1200 millimètres, le diamètre intérieur est de 1000 millimètres, la section, 220 kilomètres de service de 1200 kilomètres au total. Le gazoduc coûte des milliards de dollars. Nord Stream AG, la société de Gazprom, a des mandats BASF. Le diamètre extérieur est de 24,3 mètres, les émissions par kilomètre sont de 100 tonnes, le gros diamètre est de 1200 millimètres, le meilleur du monde pour l'environnement. Lui, le fond de la mer suédoise est de 100 mètres de détail, et il est en présence de la mer sur le tracé. de l'Environnement, l'est serait un projet. nement. Il y a des travaux sous-marins, des armes chimiques, des opérations, des marines de la mer Baltique, s'est fortement noté. La Pologne a demandé l'investissement invigilant et le sous-marin, mettant précaution le doublement.

NORD STREAM 2 MIS SOUS LE BOISSEAU

TERRE DES GANGSTERS

is en réaction à l'invasion
e par la Russie. Le 2 sep-
22, Gazprom annonce,
eurs réductions et inter-
transit pendant l'été, le
die du redémarrage du
rd Stream 1.

tion de la section terrestre
mmencé le 9 décembre
a ville de Babaïevo (oblast
. La section terrestre en
tionne de Griazovets à la
ère de compression de
longueur de cette section
kilomètres, le diamètre de
ion est de 1 420 milli-
c une pression d'utilisa-
on 100 bars, qui est régu-
stations de compression.
errestre russe fournit éga-
gaz à la région du Nord-
Russie (Saint-Pétersbourg
de Léningrad). Elle est
et gérée par la société
om.

DE LA MER

en mer de la canalisation
de la station de compres-
org au compartiment de
u fond de la mer Baltique
n (près de Greifswald) en
et a une longueur totale
omètres.

22 kilomètres fonction-
les eaux territoriales
kilomètres dans la zone
kilomètres dans la zone
, 482 kilomètres dans la
se, 149 kilomètres dans la
se, 33 kilomètres dans la
nde et 33 kilomètres dans
ritoriales allemandes. Le
l'établir deux gazoducs
une capacité de 27,5 mil-
ètres cubes par an.

du gazoduc est de 1 220
l'épaisseur de la paroi,
res et la pression d'utilisa-
ars. Il y a une plateforme
ans la zone suédoise, à 90
au nord-est de l'île de Got-
oduc a coûté environ six
euros, la section en mer
te et maintenue par Nord
une compagnie commune
n russe (51 %), les Alle-
F et E.ON (chacun à hau-
5 %). Après les critiques
la Suède concernant le
upe Nord Stream a main-
ctobre 2007) qu'il est le
point de vue économique,
mental et technique. Selon
de la Baltique de la zone
onomique a été étudié «en
n'y aurait pas d'indices de
e munitions immergées
Selon le ministre suédois
nagement, un tracé plus à
plus «sûr» pour l'environ-
ntrait notamment que les
s-marins se heurtent à un
eux dépôts de « mines,
niques et déchets chi-
u de munitions conven-
Des décharges sous-
ce type sont nombreuses
rique où l'environnement
ent dégradé, avec l'appar-
nement de zones mortes.

et les pays baltes ont éga-
oqué l'argument écolo-
surcoût de construction
pour critiquer le projet,
férentiellement en avant
ment de la canalisation

Yamal-Europe. Derrière cette cri-
tique, de nombreux observateurs per-
çoivent l'inquiétude de la Pologne :

- d'un point de vue énergétique, ce pays craint d'être écarté des principaux axes énergétiques européens ; cette crainte serait justifiée par le précédent des conflits gaziers russo-ukrainiens ;

- d'un point de vue financier, la Pologne craint de subir un manque à gagner important compte tenu de l'absence de redevances dues au passage de l'infrastructure (la hausse de ces redevances ayant déjà été une source de tensions entre Pologne et Russie ;

- d'un point de vue politique, enfin, la Pologne craint d'être marginalisée entre ses deux voisins allemand et russe, ce qui a conduit notamment le ministre de la Défense Radek Sikorski à faire une comparaison entre cette décision d'implantation et le Pacte germano-soviétique.

Le projet de gazoduc Baltic Pipe (en) reliant la Pologne au gaz de la Norvège en passant par le Danemark et dont la construction débute en mai 2020 et qui devrait être achevé en 2022 pourrait toutefois diminuer les appréhensions polonaises quant aux conséquences geo-politiques de Nord Stream 2.

SECTION EN EUROPE OCCIDENTALE

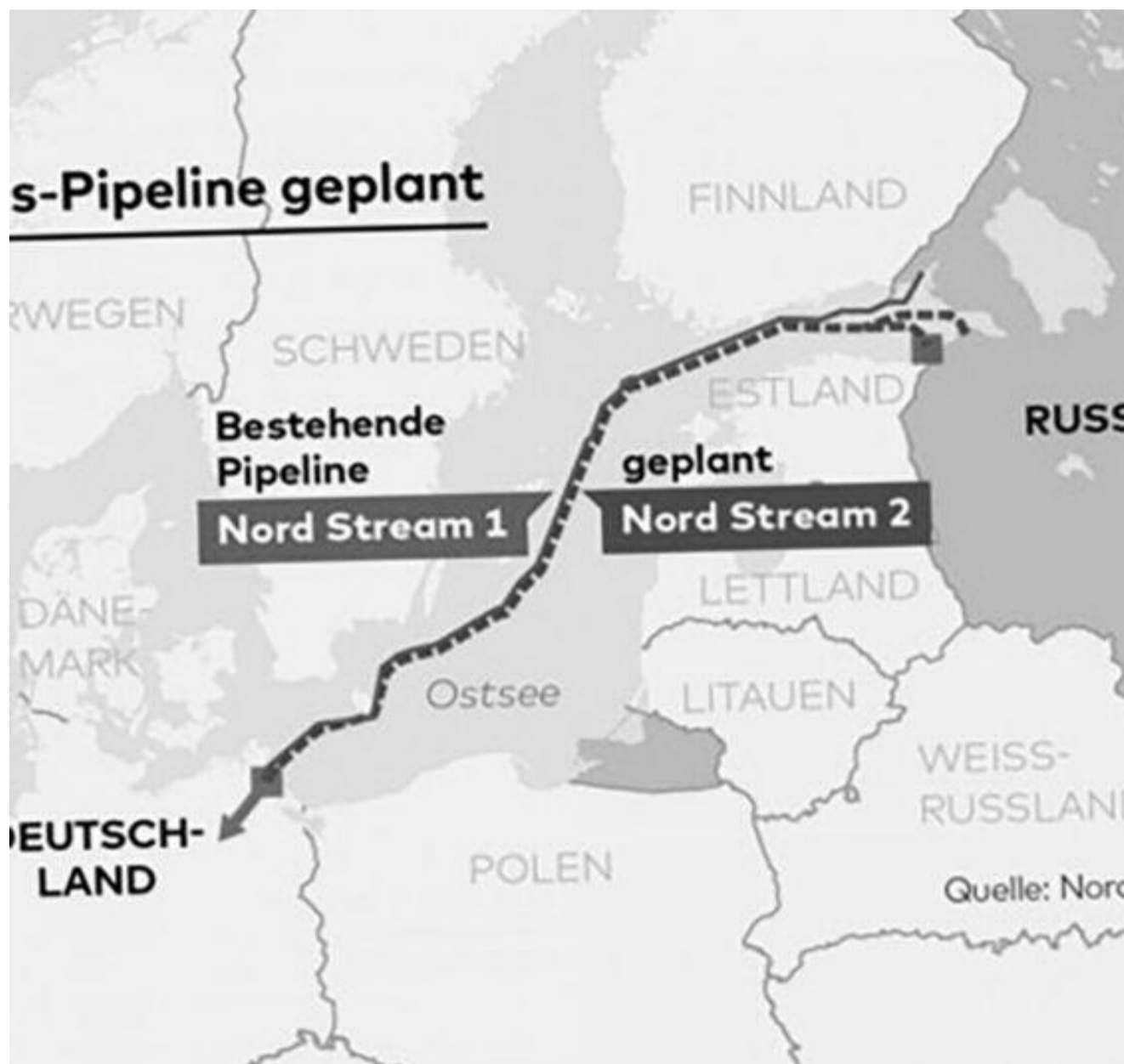
La section en Europe occidentale inclut deux gazoducs de transmission en Allemagne. La route sud (gazoduc OPAL) fonctionnera de Greifswald à Olbernhau près de la frontière germano-tchèque. Elle reliera le Nord Stream au gazoduc JAGAL (en) (relié au gazoduc Yamal-Europe), et au gazoduc STEGAL (en) (relié à l'itinéraire russe de transport de gaz par l'intermédiaire des républiques tchèques et slovaques). La route occidentale (gazoduc NEL) fonctionnera de Greifswald à Achim, où elle sera reliée au gazoduc Rehden-Hambourg. Le gazoduc MIDAL (en) sera raccordé à celui de Greifswald-Bunde. La livraison supplémentaire de gaz vers le Royaume-Uni sera effectuée par le raccordement prévu entre Bunde et Den Helder, et de là par l'interconnecteur en mer Balgzand - Bacton (en) (Balgzand Bacton Line (en) ou BBL).

SOURCES DE GAZ NATUREL

La source principale de gaz naturel pour le Nord Stream est le gisement de Ioujno-Rousskoïe (en), près de Krasnoselkoup (en), dans l'oblast de Tioumen. Le permis pour exploiter ce gisement a été attribué à Severneftgazprom, filiale de Gazprom (BASF et E.ON en sont des actionnaires minoritaires). Les réserves du gisement sont estimées à 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel. La capacité de production prévue est d'environ 25 milliards de mètres cubes par an. Le Nord Stream peut être alimenté, en outre, par des gisements en péninsule de Yamal, compartiment d'Ob-Taz. Gazprom indique également que la majorité du gaz produit au gisement de Chtokman serait vendue à l'Europe par l'intermédiaire du Nord Stream.

HISTOIRE

Le projet est lancé en 1997 par Gazprom et la compagnie finlandaise Neste (plus Fortum), constituant la



compagnie North Transgas Oy, pour la construction et l'exploitation d'une canalisation de gaz de Russie vers le Nord de l'Allemagne à travers la mer Baltique.

L'associé allemand de ce projet est Ruhrgas (devenu E.ON). En avril 2001, Gazprom, Fortum, Ruhrgas et Wintershall adoptent un rapport sur l'étude de faisabilité commune de la canalisation. Le 18 novembre 2002, le comité de gestion de Gazprom approuve un programme d'exécution du projet. En mai 2005, Fortum se retire du projet et vend sa participation de 50 % dans North Transgas à Gazprom. Le 8 septembre 2005, Gazprom, BASF et E.ON signent un accord de base sur la construction du gazoduc. Le 30 novembre 2005, Nord Stream AG est constitué à Zoug, en Suisse. Le 9 décembre 2005, Gazprom lance la construction de la section terrestre du gazoduc en Russie. Fin octobre 2007, la Russie confirme renoncer à faire passer la seconde tranche du gazoduc Yamal-Europe par la Biélorussie.

Le gouvernement de Gerhard Schröder se porte garant d'un crédit d'un milliard d'euros proposé par les banques Deutsche Bank et KfW à Gazprom pour la construction de ce gazoduc germano-russe en mer Baltique. Peu après avoir cédé le pouvoir à Angela Merkel, l'ancien chancelier Gerhard Schröder est engagé par Gazprom pour présider le Conseil de surveillance du consortium germano-russe chargé de construire ce gazoduc, dont Gazprom détient 51 %. Fin 2009, les autorités allemandes compétentes ont approuvé la construc-

tion du gazoduc. L'administration minière de la ville de Stralsund (port balte) a donné son accord, ainsi que l'Office national du transport maritime et de l'hydrographie.

Le tronçon sous-marin est achevé en mai 2011. Il a été inauguré le 6 septembre 2011 en présence de Vladimir Poutine. Sa mise en service est effective depuis 2012. Afin de réaliser le projet, les actionnaires ont fondé la compagnie Nord Stream AG. Son capital qui a été modifié depuis l'origine est réparti entre le Russe Gazprom (51 %, sans changement), et les Allemands Wintershall Holding et E.ON Ruhrgas (15,5 % chacun), le Néerlandais Gasunie et le Français GDF Suez (9 % chacun).

NORD STREAM 2

Sur le plan technique et financier : le projet Nord Stream 2 consiste en deux lignes de gazoduc longeant le premier existant, Nord Stream, et reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, après un trajet sous l'eau de 1 230 km. En mer, 68 km de tuyaux ont été posés dans les eaux territoriales allemandes ; à l'autre bout, depuis le port de Oust-Louga en Russie, 800 km ont été posés en 2019, et les travaux en mer avancent à raison de trois kilomètres par jour. Cette nouvelle conduite sous-marine va disposer d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes pour un coût estimé à huit milliards d'euros, financés pour moitié par Gazprom et par cinq compagnies européennes, chacune apportant 950 millions d'euros ; à son arrivée, le gaz devra être comprimé à 200 bars avant son achemine-

ment vers le marché européen. Gazprom pourrait ainsi répondre à la demande croissante de gaz en Europe, évaluée à 120 milliards de mètres cubes supplémentaires en 2035.

HISTORIQUE GENÈSE DU PROJET D'EXTENSION

Nord Stream AG lance en août 2012 des investigations pour évaluer la faisabilité de la construction d'une troisième, voire d'une quatrième ligne du gazoduc, et dépose pour cela des demandes d'autorisation auprès de la Finlande et de l'Estonie¹³.

En octobre 2012, Gazprom conclut dans une étude préliminaire que son projet d'extension de Nord Stream est économiquement et techniquement faisable, avec deux lignes dont l'une irait directement alimenter le Royaume-Uni ; la capacité annuelle totale serait de 27,5 milliards de mètres cubes [réf. souhaitée].

En 2014, Gazprom annonce une révision du projet du fait de la baisse des prix du gaz, puis en décembre 2014, la suspension du projet d'extension, la capacité existante de Nord Stream s'avérant suffisante pour un marché déprimé ; une situation politique « compliquée » est également évoquée¹⁴. En juin 2015, Gazprom conclut une alliance stratégique avec Shell, E.ON et OMV pour construire deux nouveaux gazoducs Nord Stream sous la Baltique vers l'Allemagne, d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes. L'accord avec Shell prévoit également des échanges d'actifs et la construction d'une extension du terminal LNG de Sakhaline¹⁵.

GOUVERNEMENT LIBYEN :

«Nous ne renoncerons pas à nos droits en Méditerranée orientale»

Le gouvernement d'union nationale libyen a rejeté, lundi, les critiques de l'Égypte et de la Grèce concernant le protocole d'accord liant la Libye et la Turquie dans le domaine de l'énergie, soulignant qu'il n'accepterait pas que les droits du peuple libyen en Méditerranée orientale soient compromis sous prétexte de la situation transitoire du pays.



Lors d'une réunion tenue dimanche au Caire, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, et son homologue grec, Nikos Dendias, ont critiqué un protocole d'accord portant sur la coopération dans le domaine du pétrole et du gaz naturel signé par la Libye et la Turquie, le 3 octobre, affirmant que le gouvernement libyen n'a plus de légitimité au regard de l'accord politique. En effet, deux gouvernements se disputent le pouvoir en Libye depuis mars dernier, l'un dirigé par Fathi Bashagha et désigné par la Chambre des représentants de Tobrouk (est) ; l'autre, reconnu par les Nations unies, est le gouvernement

d'union dirigé par Abdelhamid Dbeibeh, qui refuse de céder le pouvoir si ce n'est à un gouvernement désigné par un nouveau parlement élu. En réponse aux critiques égypto-grecques, le porte-parole du gouvernement d'union, Mohamed Hammouda, a déclaré, lundi, lors d'une conférence de presse : "Nous n'acceptons pas que les droits de la Libye et du peuple libyen en Méditerranée orientale soient remis en cause sous prétexte de la situation transitoire du pays." Et de poursuivre : "Au mépris de la

volonté de paix des Libyens, une réunion égypto-grecque s'est tenue au Caire (dimanche) pour discuter de la question libyenne, et ce, en l'absence d'un quelconque représentant des Libyens et en tentant de faire fi du droit des Libyens de protéger leurs intérêts." Hammouda a ajouté que "l'accord politique libyen est une affaire exclusivement libyenne, placée sous les auspices des Nations unies. Il n'impose aucune forme spécifique de solution aux Libyens sans leur consentement ou contre leur volonté." Le

porte-parole a souligné que "les manœuvres répétées consistant à évoquer l'expiration de l'Accord politique libyen constituent une ingérence inacceptable dans les affaires libyennes et un appel au vide, à la division et à la guerre." Se référant au ministre égyptien des Affaires étrangères, Hammouda a déclaré : "Il semble qu'il fasse intentionnellement fi de la position claire des Nations unies et des acteurs de la scène internationale concernant la tenue d'élections générales en Libye et le rejet largement répan-

du de toute autre solution artificielle."

Il a également abordé la désignation de Bashagha par la Chambre des représentants à la tête d'un gouvernement alternatif, soulignant son rejet du processus de "création d'administrations parallèles qui aggravent la crise." Hammouda a ajouté : "Il existe un consensus au sein de l'Union européenne selon lequel la stabilité de la Libye est dans l'intérêt de l'Europe, et nous ne pensons pas que la position de la seule Égypte puisse affecter ou confondre les intérêts des pays européens dans la réalisation d'accords globaux sur les questions liées aux développements en Méditerranée orientale." Le porte-parole a exprimé le soutien de son gouvernement à l'Union européenne et sa "coopération étroite avec elle, notamment dans le secteur du pétrole et du gaz", notant que les pays de l'Union "ont conclu plus de 15 accords et partenariats avec la Libye." "Je conseille au ministre égyptien des Affaires étrangères de faire preuve de plus de vitalité politique afin de faire face à l'évolution rapide des positions internationales concernant la situation en Libye", a ajouté Hammouda. Et de conclure : "Il est surprenant que la position de notre voisin (l'Égypte) soit contraire à la position des Nations unies en faveur de la stabilité de la Libye."

I.M./A.Anadolu

CAMEROUN

Des cas de variole du singe signalés dans la région du Sud-Ouest

Ces cas ont été enregistrés dans les districts sanitaires de Mbonge et de Kumba.

« Des cas de variole du singe ont été signalés dans les districts de santé de Mbonge et Kumba », a alerté, lundi 10 octobre, Filbert Eko Eko, délégué régional de la santé publique de la région du sud-ouest du Cameroun.

« Des tests effectués dans le laboratoire du Centre Pasteur de Yaoundé au Cameroun le 8 octobre, ont confirmé des cas de variole du singe », a relevé le docteur Filbert Eko Eko dans une correspondance aux responsables sanitaires de la région afin de préparer une riposte contre la maladie.

La variole du singe est une maladie virale en pleine expansion, apparue dans les années 70 en Afrique. Elle a été détectée pour la première fois chez l'homme en 1970 en République démocratique du Congo sur un garçon de 9 ans, selon l'OMS.

Depuis cette date, des cas humains de variole du singe ont été répertoriés dans des zones rurales ou forestières de 11 pays africains, à savoir le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Liberia, le Nigeria, la République centrafricaine, le Congo, la RDC, la Sierra Leone et le Soudan du Sud.

Très contagieuse, la variole du singe est transmise par les

singes, les rongeurs, les rats géants de Gambie et les écurieux ou encore par les sécrétions humaines. Cette maladie se caractérise par de la fièvre, une éruption cutanée pustuleuse ou encore des courbatures. Elle s'attaque essentiellement aux enfants qui sont les plus vulnérables face au virus.

Plus largement, la maladie est

transmise principalement par un contact étroit de peau à peau, avec des sécrétions infectées des voies respiratoires, des lésions cutanées d'un sujet infecté ou des objets récemment contaminés par des liquides biologiques ou des matières provenant des lésions d'un patient.

La période d'incubation de la

variole du singe est généralement de six à 13 jours, mais peut aller de cinq à 21 jours selon l'OMS.

Non prise en charge, cette maladie peut même être mortelle. De quoi pousser les autorités camerounaises à lancer une veille sanitaire dans tous les districts de santé de la région.

Alors que plus de 250 cas

confirmés et suspects de variole du singe ont été recensés depuis la détection du premier cas le 7 mai dernier en dehors des foyers habituels de la maladie, cette flambée des infections si inhabituelle soit-elle, reste « maîtrisable », a indiqué le 24 mai dernier l'Organisation mondiale.

I.M.

SÉNÉGAL - TURQUIE

Youssou Ndour salue l'état des relations entre les deux pays

"L'enfant chéri de Médina" était en concert à Ankara dans le cadre du Festival de la Route de la Culture organisé par le ministère turc du Tourisme et de la Culture. La grande star de la musique africaine, Youssou Ndour, a salué le progrès enregistré dans les relations entre son pays le Sénégal et la Turquie. Le "Roi du mbalax" était devant la presse lundi à la Maison de l'Afrique d'Ankara, la capitale de la Turquie, en prélude au concert qu'il a donné dans le cadre du Festival de la Route de la Culture, organisé par le ministère de la Culture et du Tourisme de la Turquie.

Il a exprimé son admiration face au concept de la Maison de l'Afrique, fondée par la Première dame turque Emine Erdogan, en vue de promouvoir le

savoir-faire des artisans africains en Türkiye. Selon l'artiste sénégalais dont la renommée traverse le continent africain, appuyer les secteurs de l'artisanat et de l'art aide à promouvoir le développement, particulièrement pour les acteurs africains.

"Celui qui veut faire du bien à l'Afrique et qui oublie l'artisanat, n'atteindra pas son objectif, a-t-il dit. Je trouve que l'Afrique est bien représentée ici [Maison de l'Afrique, NDLR] et le modèle est basé sur le gagnant-gagnant, parce qu'il y a une sorte de visibilité et de promotion pour faire vendre les produits de l'artisanat et de la culture." Tout en remerciant les organisateurs du Festival de la Route de la Culture, il a souligné que la culture est un

"moteur de développement" qui, aux côtés des autres secteurs, doit être au service du développement des rapports entre les peuples.

La défaite subie par les "Lions de la Téranga" face aux "Ayyildiz de la Türkiye" lors de la Coupe du monde Corée-Japon 2002, a-t-il dit, est restée pendant de longues années le seul souvenir entre les deux pays.

"Les présidents Macky Sall et Recep Tayyip Erdogan ont changé la donne. Les infrastructures qui ont été construites au Sénégal sous l'impulsion de ces deux présidents ont pratiquement volé la vedette à la date de 2002. On parle désormais du stade Abdoulaye Wade, du Dakar Arena etc. C'est une évolution extraordinaire", a-t-il poursuivi.

vi. Auteur de plusieurs titres à succès à l'instar de "7 seconds", "beeg na leen", "serin fallu" ou encore "plus fort", Youssou Ndour est également un acteur politique sénégalais. Il a notamment vu sa candidature à la présidentielle de 2012 rejetée par le Conseil constitutionnel sénégalais. Il a été nommé la même année ministre de la Culture et du Tourisme, poste qu'il a occupé jusqu'en septembre 2013. Il a par la suite été nommé conseiller à la Présidence, avec rang de ministre, fonction qu'il continue d'exercer.

Il est également patron de presse et fondateur d'entreprises qui emploient, a-t-il mentionné, 700 personnes au Sénégal.

I.M./Avec agences

CTN DE SIDI MOUSSA

Le président Zefizef à l'écoute des sélectionneurs nationaux

Au lendemain de sa visite à Sidi Bel-Abbès, où il a présidé l'ouverture de la saison académique du Centre technique régional (CTR), le président de la Fédération algérienne de football, M. Djahid ZEFIZEF, a réuni avant-hier dans la matinée au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, les sélectionneurs nationaux des U17, U20 et U23, indique le site de la Fédération algérienne de football (FAF).

Etaient présents à cette réunion, le secrétaire général de la FAF, M. Mounir D'BICHI, et le Directeur technique national (DTN) par intérim, M. Taoufik KORICHI, et bien évidemment les trois coaches, MM. Nouredine OUL ALI (U23), Mohamed LACETTE (U20) et Arezki REMANE (U17).

Le président ZEFIZEF a réitéré son engagement à accompagner les sélections nationales jeunes en mettant à leurs dispositions tous les moyens pour leur permettre de travailler dans les meilleures conditions de réussite possibles.

Les sélectionneurs nationaux ont été tout ouïe à l'intervention du président en guise d'ouverture de cette séance de travail au cours de laquelle il a mis l'accent sur sa volonté et celle de la fédération d'offrir les conditions idoines à toutes les sélections qui ne doivent manquer de rien.

"On est au service de nos Équipes nationales ; on est là pour les mettre dans des conditions idéales de travail et de préparation" dira-t-il. "Nous sommes à l'écoute du moindre besoin, que ce soit sur le plan du transport par



exemple pour rallier un pays du continent, ou autre", a souligné le premier responsable de la fédération dont le discours a rassuré les sélectionneurs, tout en les exhortant à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs assignés.

Lors de cette séance, fort inté-

ressante, les trois sélectionneurs, ravis et soutenus dans leurs missions respectives, ont présenté, chacun, les programmes de leurs équipes en fonction des échéances qui les attendent pour les semaines et mois à venir.

Pour sa part, le président de la FAF a longuement écouté les

exposés des sélectionneurs nationaux qui lui ont détaillé leurs plans d'action pour mener à bien leurs missions. Enfin, ce rendez-vous Président - sélectionneurs ne sera pas le dernier puisque d'autres haltes seront programmées à l'avenir.

Ayemen D.

CLASSEMENT FIBA (DAMES) L'ALGÉRIE À LA 94^E PLACE MONDIALE !

L'Algérie, avec 64,2 points, a perdu une place au nouveau classement féminin de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA), occupant désormais le 94^e rang mondial et le 15^e au niveau africain. Le classement de la FIBA est toujours dominé par les Etats-Unis (848,8 pts) devant la Chine (676,5 pts) et l'Australie (668,3 pts). Au niveau continental, le Nigeria, première nation africaine au classement, occupe la 15^e place mondiale avec 378,3 pts, devant le Mali 26^e avec 254,5 points et le Sénégal 31^e avec 223,3 points. Ce nouveau classement a été publié à l'issue des dernières compétitions internationales. Le classement FIBA prend en compte tous les matchs, des pré-éliminatoires régionaux jusqu'à la finale de la Coupe du monde FIBA et inclut le tournoi olympique ainsi que les Coupes continentales. Le système précédent n'était basé que sur les compétitions et ne prenait en considération que les classements finaux des tournois.

RS

OGC NICE

DES NOUVELLES RASSURANTES POUR ATAL

Sorti sur blessure face à Troyes, Youcef Atal a passé des examens rassurants, avant-hier matin. Le latéral algérien de l'OGC Nice devrait pouvoir tenir sa place jeudi soir contre Slovaquie en Ligue Europa Conférence.

Plus de peur que de mal pour Youcef Atal. Titulaire dimanche contre l'ESTAC, l'Algérien a été contraint de céder sa place quelques minutes avant la fin de la première mi-temps, en raison d'une blessure musculaire. Le défenseur est désormais fixé sur la nature de sa blessure.

Le défenseur ne souffre d'aucune lésion. Les examens réalisés sont rassurants et le latéral s'est exprimé ce lundi, sur Instagram, annonçant la date de son retour. Il sera apte dès la semaine prochaine et pourrait tenir sa place jeudi soir contre Slovaquie, au plus tard, dimanche contre Auxerre (11^e journée, Ligue 1).

A.D.

MICHEL DER ZAKARIAN QUITTE BREST

SLIMANI SANS ENTRAÎNEUR ?

La direction du Stade Brestois a décidé de se séparer de Michel Der Zakarian. L'international algérien Islam Slimani se retrouvera donc sans entraîneur. Le club et le technicien doivent encore se mettre d'accord pour trouver une solution de sortie. Michel Der Zakarian ne retrouvera pas la Beaujoire, dimanche, et n'aura donc pas le plaisir de saluer Antoine Kombouaré, l'entraîneur du FC Nantes qu'il a côtoyé chez les Canaris, en tant que joueur (1983-1988). Ses dirigeants ayant décidé, avant-hier, d'amorcer la fin de leur collaboration, il ne croisera pas, non plus, Waldemar Kita, le seul président qui l'avait jusqu'alors évincé, en cours d'exercice (août 2008).

M.D.

CHAN 2022

Une commission de la CAF inspecte le stade chahid-Hamlaoui à Constantine

Une commission de la Confédération africaine de football (CAF) est arrivée lundi à Constantine pour inspecter le stade chahid-Hamlaoui, en prévision de la 7^{ème} édition du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux prévue du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie.

Dans une déclaration à la presse, le président de la commission locale d'organisation du CHAN, Rachid Oukali, a indiqué, en marge de cette visite d'inspection des chantiers ouverts pour la requalification

de ce stade, que la commission de la CAF a exprimé sa satisfaction quant à l'avancée des travaux en prévision de la tenue de cette compétition continentale. Après avoir exprimé son optimisme concernant l'avancée des travaux des infrastructures sportives, l'intervenant a mis l'accent sur le rôle des autorités locales dans l'accélération de l'opération, soulignant que la commission de la CAF a inscrit dans son agenda nombre de visites d'inspection à ce stade.

Il a rappelé à ce propos l'arri-

ivée de spécialistes dans le domaine de la vente de tickets pour s'enquérir de près du déroulement de cette opération, ajoutant que le stade sera inspecté demain mardi par des spécialistes en sécurité.

Selon Oukali, les autorités de la wilaya de Constantine ont effectué un travail "colossal" dont les résultats sont palpables sur le terrain de sorte à permettre d'accueillir "dans des conditions convenables" les matchs du troisième groupe du CHAN 2023. A noter que le taux d'avancement des tra-

voux de réhabilitation du stade chahid-Hamlaoui dépasse 95 % et ont permis la pose d'une nouvelle pelouse en gazon naturel, du système de drainage et de la piste athlétique, l'équipement des gradins en 23.000 nouveaux sièges, la rénovation des vestiaires et l'aménagement de 26 portes d'entrée électroniques en plus de l'installation d'un écran géant de 84 m2 et l'aménagement de trois terrains d'entraînement et quatre grands parkings pour véhicules.

APS

PREMIER LEAGUE LES CLUBS ANGLAIS ÉCARTÉS DE LA CLAUSE LIBÉRATOIRE DE HAALAND

Selon The Athletic UK hier, la clause libératoire d'Erling Haaland serait bien de 200 millions d'euros à partir de 2024. Le média annonce que cette clause sera activable uniquement par des clubs hors Premier League. Ce qui signifie que la concurrence sera moindre pour le Real Madrid qui

pourrait se payer le "cyborg" de Manchester City dans un peu moins de deux ans.

C'est une petite ligne sur le contrat qui pourrait changer beaucoup de choses. Selon les informations de Marca, le contrat signé par Erling Haaland à Manchester City cet été prévoyait

bien une clause estimée à 200 millions d'euros à partir de 2024 puis 175 millions l'année suivante. Finalement, une condition serait ajoutée au contrat, c'est ce que révèle The Athletic en expliquant que la clause ne pourrait concerner que des clubs hors Premier League.

R.S.

UNE QUESTION DANS LE CINÉMA MAROCAIN

Entretien avec l'artiste Mohamed Marouazi

Par Abderrahim ECHCHAFIL - Journaliste, critique de cinéma



● Monsieur Mohammed Marouazi, vous êtes un acteur international, producteur, réalisateur marocain. D'abord, vous nous avez manqué en tant qu'acteur marocain sobre, Pourquoi cette absence ?

Merci de le sentir ainsi mais je me permets de vous dire que pour moi, ce fut une belle retraite spirituelle, un peu à l'image de Dersou Ouzala dans sa jungle.

● Parlez-nous de votre dernier film et de vos expériences cinématographiques au Maroc ?

Mon expérience cinématographique au Maroc a été tellement intense qu'elle m'a donné l'impulsion d'aller au-delà de ses frontières pour trouver un terrain plus favorable à la création et à l'épanouissement professionnel. Cet épanouissement est une suite logique de ce que j'ai appris par mon expérience marocaine de quelque nature qu'elle fût et ma culture. Ce qui nous ramène à la première partie de votre question. Mon dernier film en tant qu'ac-



teur est "Respire" d'Onur Karaman. C'est l'histoire d'un immigrant qui peine à trouver sa place ainsi que sa petite famille dans une ville multiculturelle comme Montréal et ne se détache pas de ses fondamentaux. Ce fut une belle expérience que le public marocain appréciera incha Allah au tout début de 2023.

● Comment voyez-vous la production cinématographique au Maroc par rapport au monde arabe ?

Aucune idée, cela fait 6 ans que je suis axé vers l'industrie nord-américaine. Néanmoins, je note avec joie l'initiative prise par le ministère de la Culture et de la Communication de transformer plus de 150 centres de jeunes en salles de cinéma.

● Est-ce que d'après vous les productions cinématographiques et télévisuelles au Maroc ajoutent quelque chose d'intellectuel et d'humain au peuple marocain ?

Il suffit de voir le peuple marocain et son niveau. Suis la piste des Followers, et elle te mènera directement à la révélation ultime.

● Ou s'agit-il simplement de profits matériels qui n'ont rien à voir avec les gens ?

Toujours suivre la piste des followers...

● Quels sont les obstacles rencontrés par les cinéastes au Maroc, et y a-t-il un monopole sur ce métier de la part de bak Sahbi ?

Les obstacles que peut rencontrer un cinéaste au Maroc sont des obstacles de la formation, de l'information, des subventions et de la promotion.

Pour ce qui est de Bak Sahbi, ce genre de passe-passe ne rend pas service auprès de n'importe quel public. Mais il existe partout, même ici au Canada.

● Est-il possible de parler de l'existence d'une industrie cinématographique au Maroc, comme certains le prétendent, ou s'agit-il seulement de productions sur la pointe des pieds ?

Cela me rappelle quand j'ai fêté mon 15ème projet de film au Maroc et que la presse marocaine m'appelait toujours « L'étoile montante du cinéma marocain ». Ils étaient tous mes amis, tous cordiaux et avaient l'espoir qu'un jour la lumière éclairerait l'horizon, notre horizon à tous... Ce n'est pas encore arrivé !

LE CINÉMA ALGÉRIEN ET LES PRINCIPAUX DÉFIS RENCONTRÉS

RÉCUPÉRER LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE ALGÉRIEN À L'ÉTRANGER !

Une conférence sur le cinéma algérien a été organisée, avant-hier à Alger, avec la participation de plusieurs jeunes chercheurs qui ont présenté des communications sur l'histoire du 7e Art en Algérie et les principaux défis auxquels il fait face aujourd'hui à l'image de la récupération, la restauration et la numérisation des archives.

Organisée en présence du conseiller du président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi et de plusieurs réalisateurs cinématographiques, cette conférence vise à "ouvrir les perspectives de coopération entre le monde de la recherche académique dans le cinéma et la créativité cinématographique", tout en insistant sur "l'importance de la théorie et de la recherche académique dans cet art", a déclaré le chercheur Fayçal Sahbi.

Intitulée: "Cinéma algérien, regards croisés", la conférence a été ouverte par une communication présentée par le chercheur spécialisé dans les

archives du cinéma algérien, Nabil Djedouani, sur "la nécessité de récupérer le patrimoine cinématographique algérien se trouvant dans plusieurs pays tels que la France et l'Italie pour sa restauration, sa numérisation et sa valorisation".

Activant dans la collecte du patrimoine du cinéma algérien, le chercheur Djedouani a lancé en 2012 un projet sur Facebook intitulé "Archives numériques du cinéma algérien", qui compte plusieurs documents d'archives, entre autres des films, des vidéos, des revues, des photographies et des affiches, avec l'objectif de faire connaître et promouvoir le cinéma algérien.

La chercheuse académicienne

spécialisée dans le cinéma algérien, Manel Zeghar a, quant à elle, présenté une communication intitulée "les nouvelles attentes du cinéma et du public en Algérie durant le 21e siècle", par laquelle elle a évoqué plusieurs problématiques posées dans la recherche scientifique dans le domaine du cinéma.

L'académicien Zine Abdelhak de l'Université d'Oran 2 a abordé le thème des festivals des films cinématographiques en Algérie, avec la présentation d'un aperçu sur les différentes structures et les établissements ainsi que les cadres juridiques régissant la production des films en Algérie et les festivals nationaux et internationaux.

R.C.

LA SEMAINE CULTURELLE CORÉENNE S'OUVRE À ALGER

Promouvoir les échanges culturels entre nos deux pays

La Semaine culturelle coréenne 2022 s'est ouverte, avant-hier à Alger, par l'inauguration d'une exposition mixte d'œuvres calligraphiques d'artistes coréens et algériens, conjointement organisée par l'Ambassade de la République de Corée et l'association d'Amitié algéro-coréenne. Prévues jusqu'au 20 octobre à Alger, la Semaine culturelle coréenne a été inaugurée par l'Ambassadeur de la République de Corée, Sem Kim Chang-mo, à la Galerie Mohamed-Racim d'Alger, en présence des représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger et de l'écrivain et président de l'association d'Amitié algéro-coréenne, Mohamed Magani, invités au vernissage de cette exposition visible jusqu'au 13 octobre. Six artistes coréens, Kwon Younggyo, Sin Seungwan, Lee YouJin, Shin Dong Wook, Choi Jaegun et Heo Wook, ainsi que trois

algériens, Rédha Khouane, Abdelkrim Khacef et Khaled Sebaa animent cette exposition qui établit "des passerelles d'échanges" entre le "Hangeul" (système d'écriture coréen) dont la Journée est célébrée le 9 octobre de chaque année, et de la calligraphie arabe.

"Avec la coopération de l'association d'amitié Corée-Algérie, cette exposition a également pour but de promouvoir les échanges culturels entre nos deux pays" a déclaré l'ambassadeur de Corée en Algérie, ajoutant: "J'espère que l'exposition pourra permettre à nos deux peuples de se comprendre et se rapprocher davantage".

Par ailleurs, la Semaine culturelle coréenne 2022, prévoit également, le 17 octobre au palais de la Culture Moufidi-Zakaria, une cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours de la langue coréenne, placé sous le thème: "Qu'est ce que la Corée ou la

langue coréenne évoquent pour moi ?". Les douze meilleurs candidats ayant participé au concours présenteront oralement leurs textes et les gagnants seront sélectionnés suite à l'évaluation des membres du jury sur la base de l'originalité et le mode de présentation, la maîtrise de la grammaire et de la prononciation.

Côté cinéma, et dans le cadre des activités du groupe de coopération "MIKTA", réunissant, entre autre, le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée et la République de Turquie, l'Ambassade de la République de Corée devrait projeter, le 19 octobre à la salle Ibn-Khaldoun à Alger, le film "Escape from Mogadishu".

Une démonstration culinaire est également au programme de la manifestation, pour faire découvrir au public les saveurs de la Corée.

R.C.

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
 Ou sur notre page
 Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESS
 QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - PRIX 20 DA - Directeur de la publication : ZAHIR MENDAOUÏ

L'express le quotidien
 @LexpressAlgerie - Journal

Déjà abonné(e)

À propos
 L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infor...
 Afficher la suite

300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
 411 personnes sont abonnées
<https://www.lexpressquotidien.dz/>
 023 70 99 92
 Envoyer un message
lexpressquotidien2021@gmail.com

Suggérer des modifications
 Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?
 +21323709992
 Oui Je ne suis p... Non

Photos
 Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'EXPRESS DU 23/01/2022 ANEP : N° 2216001331

L'EXPRESSDZ®

L'Express Société de Médias/d'Actualités
 Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...
 Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**
 Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**
 E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com
 Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
 Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'express, le quotidien de tous les Algériens dont l'information est sacrée et le commentaire est libre

L'EXPRESSDZ®

I Love to
READ
 THE NEWS
 PAPER
L'EXPRESS

L'EXPRESSDZ
 Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
 Ou sur notre page
 Facebook :

L'EXPRESS
 QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - PRIX 20 DA - Directeur de la publication : ZAHIR MENDAOUÏ

L'express le quotidien
 @LexpressAlgerie - Journal

Déjà abonné(e)

À propos
 L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infor...
 Afficher la suite

300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis
 411 personnes sont abonnées
<https://www.lexpressquotidien.dz/>
 023 70 99 92
 Envoyer un message
lexpressquotidien2021@gmail.com

Suggérer des modifications
 Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?
 +21323709992
 Oui Je ne suis p... Non

Photos
 Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'EXPRESS DU 23/01/2022 ANEP : N° 2216001331

En Belgique, les salaires des ministres font débat en période d'inflation galopante

Alors que les Belges attendent une action forte des pouvoirs publics face à la hausse du coût de la vie et des factures d'énergie, les rémunérations, jugées abusives, des dirigeants politiques choquent.

Par Jean-Pierre Stroobants

C'est un carton plein qu'a, très involontairement, réalisé Mathieu Michel, le secrétaire d'Etat belge à la digitalisation, avec une petite phrase prononcée lors d'un débat télévisé. Interrogé sur son salaire, le responsable libéral francophone, frère du président du Conseil européen Charles Michel, lâche, le 25 septembre : « De 14 000 à 15 000 euros, quelque chose comme ça. » « Soit, en salaire net ? », l'interroge, un peu étonné, le journaliste de la chaîne RTL-TVI. « C'est le salaire net... », répond M. Michel. De quoi provoquer illico consternation et colère, tant dans le milieu politique – où l'on n'a pas envie de relancer un débat sur les rémunérations des mandataires – que dans l'opinion, où l'on attend impatiemment une action plus vigoureuse des pouvoirs publics face à la hausse vertigineuse du coût de la vie et des factures d'énergie. Mathieu Michel s'est, en fait, trompé de quelque 4 000 euros (un secrétaire d'Etat belge perçoit environ 10 000 euros) et il a, du coup, donné l'impression d'être déconnecté de la réalité. Mais il a surtout allumé la mèche d'un débat très vif.

« SOBRIÉTÉ POLITIQUE »

Le monde politique a d'abord tenté de nuancer ses propos, en indiquant que le secrétaire d'Etat avait, en fait,

additionné son salaire et tous les avantages liés à sa fonction. C'était insuffisant pour calmer les esprits tandis que M. Michel renversait la situation en soutenant qu'il voulait jouer, en ces temps difficiles, « la transparence ». « Dans la période que l'on traverse, il est légitime de se poser un certain nombre de questions », affirmait-il, tout en révisant ses calculs : il ne gagnerait pas 15 000, mais 11 000 euros par mois. Le premier ministre lui-même va alors se mêler à la discussion : Alexander De Croo dépose, jeudi 6 octobre, une note sur la table du gouvernement fédéral. Il évoque, en pleins travaux budgétaires destinés à dénicher quelque 4 milliards d'euros d'économies, une nécessaire « sobriété politique ». Et suggère une baisse de 8 % des salaires des ministres. Face à l'ampleur des déficits, le rendement de cette mesure serait surtout symbolique (456 000 euros par an), mais le chef du gouvernement sent bien qu'il faut agir – ou détourner l'attention ? –, après les propos hasardeux de son secrétaire d'Etat. « Les Belges se moquent éperdument des salaires des joueurs de foot, ignorent ceux des banquiers et des grands patrons, mais tolèrent mal ceux des responsables politiques, toujours jugés abusifs », se lamente un député de la majorité, qui a souhaité rester anonyme.

Le Monde



France : Avec l'explosion des prix de l'électricité, les Français broient du noir

Alors que l'Europe vit une crise énergétique sans précédent depuis le début de l'année, le gouvernement français cherche des solutions pour faire face aux risques de pénuries et de coupures.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), les prix de l'énergie ont augmenté de 28% en moins d'un an pour les ménages français. La crise et l'inflation qui en découlent touchent durement les ménages les plus modestes. Les locataires des logements sociaux (habitation à loyer modéré, dit HLM) se retrouvent confrontés à l'explosion des charges alors qu'ils sont 35% à vivre sous le seuil de pauvreté.

Le ministère de la Transition Écologique a annoncé dans un arrêté officiel fin septembre qu'Enedis, filiale du groupe EDF (premier producteur et fournisseur d'électricité en France et en Europe), pourra couper les ballons d'eau chaude. C'est plus de 4,5 millions de Français qui seront touchés par ces restrictions autorisées dès la mi-octobre, et ce, jusqu'à la mi-avril.

Alors que les particuliers commencent à réaliser l'ampleur de cette crise énergétique, les professionnels, eux, subissent déjà la flambée des prix.

Les entreprises font un constat alarmiste : leur facture d'électricité va être multipliée par cinq. C'est là les tarifs que leurs fournisseurs proposent. Pour le simple boulanger qui, habituellement, paie 60 000€ annuels, il devra désormais déboursier près de 300 000€ - une somme quasi impossible à payer pour de nombreuses sociétés.

Plus tôt déjà, à l'occasion de la rentrée universitaire, plusieurs campus de France avaient fait part de leurs décisions drastiques face à la crise : certaines facultés fermeront leurs portes deux semaines de plus en hiver, d'autres ont basculé en distan-

ciel ou ont adopté une baisse des chauffages dans les locaux. Thomas Dagorn Dias Da Silva, expert en transition écologique joint par Anadolu, rappelle que « les habitants formant la moitié de la population mondiale la plus pauvre ne contribuent que pour 12% des 50 milliards de tonnes de CO2 émises en 2019 alors que les 10% des plus riches de la planète en produisent 48% ».

Très dépendante du nucléaire - qui assure 70% de la production d'électricité - la France souffre encore trop de la mise en pause de la majeure partie de ses réacteurs (26 sur un total de 56) bien que le prési-

dent général d'EDF Jean-Bernard Lévy ait assuré à la mi-septembre le redémarrage des centrales nucléaires pour cet hiver.

Le consultant rappelle que concernant les énergies renouvelables (ENR), « elles nécessitent encore trop de matières non renouvelables et ont une empreinte carbone conséquente ».

Il explique qu'il n'y a pas de mix énergétique parfait. Chaque énergie a ses défauts. Ce n'est pas juste une affaire de proportion et les choix doivent être contextualisés, au cas par cas, dépendamment de la localisation et des besoins ».

Face aux restrictions énergétiques et aux risques de pénuries, une nouvelle problématique se dessine - ne faudrait-il pas, à terme, envisager un mode de vie différent qui nécessite moins (voire pas du tout) d'énergie ?

Selon le spécialiste et conférencier en transition écologique, « nous avons besoin indéniablement de voir ce qu'il se passe hors de notre prisme. Nous avons tous des efforts considérables à faire et cela implique de changer et de sortir de sa zone de confort... L'humain est réticent mais il est plus que nécessaire d'arrêter d'être dans le déni. » **Anadolu Agency**

Crise énergétique : Une vraie politique industrielle s'impose

Cet hiver sera une période difficile pour les entreprises, mais la question énergétique se posera avec plus d'acuité encore durant l'hiver 2023-2024. Les délocalisations et les faillites risquent de se multiplier si une vraie politique énergétique et industrielle en France n'est pas mise en place, estime Laurence Daziano.

L'Europe s'apprête à affronter une crise énergétique sans précédent, sans doute plus grave et plus systémique que celle du krach pétrolier des années 1970. La guerre en Ukraine, puis les décisions de Vladimir Poutine d'interrompre les livraisons de gaz en Europe, ont révélé la très grande dépendance de l'Europe aux hydrocar-

bures russes. En mars 2022, 48 % du gaz et 25 % du pétrole consommés en Europe provenaient de Russie. La crise est accentuée par les choix énergétiques des Européens : sortie du nucléaire (Allemagne, Belgique, Suisse), extrême dépendance de l'Allemagne et de l'Europe centrale au gaz russe ou encore choix français de différer, depuis dix ans, son programme de renouvellement de centrales nucléaires. L'inflation, en partie générée par les prix de l'énergie, a été également dopée par l'injection massive de liquidités depuis 2008, de sorte que la remontée des taux est devenue inéluctable. La crise énergétique touchera principalement l'Europe,

où la compétitivité de l'industrie va rapidement se dégrader. L'absence du gaz russe se traduira par un manque de 11 % de l'énergie totale en Europe. Cette perte énergétique conduira probablement à des coupures d'électricité pour les industriels cet hiver. Beaucoup de PME auront du mal à résister à l'inflation et à la hausse des taux et des prix de l'énergie. Le prix du gaz naturel pourrait atteindre 400 à 500 euros par MWh en Europe, alors qu'il se maintient à 35 euros aux Etats-Unis. Selon Patrick Artus, le prix de l'énergie entraînerait un supplément de coût total de 20 % pour l'industrie européenne.

Les Echos

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									

HORIZONTALEMENT

I. Bon chanteur et spécialiste du crochet. II. Réponse à référendum. Elle ne se méfie pas. III. Coin perdu. Dans le coup. IV. Décrépité. Traînard. V. Rose coupée en deux. Ouvrent les portées. VI. Jamais entendu parler. Terre du potier. VII. Préposition. Héros suisse. VIII. Salaire ou dividende. Largeur de tapissier. IX. Dignitaires polonais.

VERTICALEMENT

1. Ne sont pas forcément dépourvus de nobles sentiments quand ils s'allient à l'aristocratie. 2. Alternative. Paquet de vers. 3. Endroit signalé. Part. 4. Rejeter. 5. Donna le sein à Dionysos. 576 mètres. Opéra à l'est. 6. Chevelue, au grand dam de Jules César. Celés. 7. Pour faire court, c'est vraiment nickel. Pour suspendre les carcasses. 8. Du genre à se laisser tondre la laine sur le dos. Passe à Rennes. 9. Invisibles, elles permettent de garder l'oeil nu.

4FOISQUATRE

Retrouvez sans vous aider du dictionnaire, la bonne orthographe des mots suivants par quatre propositions que nous vous soumettons en barrant les trois mots qui sont faux.

Fraséologie Phraseologie Phraséologie Phraséologie	Sabbatique Sabatique Sabbatic Sabbatîque
Sprinter Sprintter Sprinter Sprenter	Vessical Vesical Vesicalle Vescical

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES	MOTS CROISÉS
HORIZONTALEMENT MANIVELLE - INGEREES - PLEUREUSE - ETIRE - SES - UNS - CHOSE - OU - GREC - SUR - ARCS - SIC - TYPA - FIER - OASIENNE - ANSES - ETA.	VERTICAL E T E R N I T E R E N A C L E R T R O N A L O U N I S A I T C U R I S T E H E B I T T R E O R B I T E P U L O U R D E G E N E R A L H U M E I R E O S E E S D E
VERTICALEMENT TAILLECRAYON - NNE - SHERPAS - FIGUE - OCCASE - VERTUS - IS - SEREIN - FE - LEURS - USINE - ALESE - ORIENT - ESE - VU - CREA.	
BIFFE-TOUT MAITRESSE	
4 FOIS QUATRE	

Illuminer - Mesquinerie - Nomadisme - Occultisme

MOTS FLÉCHÉS NEUFSURDOUZE

SE DÉTENDRE DISTRAIT	LIEUX DE CURE CORROMPUE	ABÎMAI CHIC	CHANGES DE POSTE BLESSE À MORT	CHOSE EN LATIN
IL TOURNE DES FILMS AGGLOMÉRATIONS	ARGENT RISQUÉ OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE	PAPA POULE PIÈCE INSTRUMENTALE	PROBLÈME HOMME DU DÉSERT	GARANTIR
BALOURDS MONNAIE À MEXICO	FUTUR COUTUMES	PRÉSENTE LES PLATS PETIT ÉCRAN	A QUEL ENDROIT ? APPELLATION	OPPOSÉ À LA GAUCHE
FLAIRÉ CHAMPION	OBTINT PLAN D'URGENCE	BRÈVE INDICATION	BALTIQUE	

Le dernier MOT

Les lettres non utilisées serviront à former le mot dont la définition est ci-dessous

En 10 lettres :
Travaille sur table

S	I	M	M	O	C	A	P	I	T	A	I	N	E	I	D	R	A	G	C
D	U	C	R	U	P	O	C	E	N	S	E	U	R	C	E	N	N	O	B
O	C	O	U	V	R	E	U	R	G	S	P	R	E	F	E	T	M	R	E
U	A	M	E	R	A	B	R	T	O	N	T	M	M	Y	P	T	U	E	R
A	I	P	M	I	E	L	A	A	U	B	A	R	O	I	E	E	H	I	G
N	S	T	I	E	N	I	E	N	T	R	A	D	U	C	T	E	U	R	E
I	S	A	L	R	I	V	O	T	I	E	I	T	I	C	R	E	E	T	R
E	I	B	P	E	U	R	E	N	A	S	U	E	E	V	T	F	U	A	A
R	E	L	R	E	E	R	N	C	I	T	R	R	L	F	E	M	L	N	
T	R	E	U	G	U	U	T	O	T	R	L	E	E	I	E	U	P	T	
I	N	A	R	S	E	R	N	I	A	E	E	L	E	L	U	E	R	R	I
A	N	O	M	H	N	S	A	S	D	T	U	R	E	R	I	O	R	N	S
M	F	G	C	O	T	O	N	S	N	E	R	R	E	U	M	E	T	F	S
A	E	E	E	A	N	Z	C	E	E	E	N	I	P	O	R	E	U	O	E
T	P	T	B	N	M	E	V	F	T	R	C	T	T	E	N	E	U	R	R
E	R	L	I	A	I	L	U	O	E	A	G	I	I	D	I	D	G	M	A
L	E	I	I	E	R	E	C	R	L	H	O	E	A	S	E	N	A	E	N
O	T	E	I	E	R	O	U	P	H	N	C	N	N	U	T	J	T	R	D
T	R	U	E	T	U	T	N	R	T	A	T	E	R	T	O	E	E	R	N
F	E	R	M	I	E	R	E	D	A	C	T	E	U	R	O	R	D	R	E

ACROBATE	CONSUL	GERANT	ORDRE	RELIEUR
ART	COTER	GREFFIER	OUVRIERE	SAPEUR
ATHLETE	COUTURIER	INGENIEUR	PECHEUR	SERGEANT
BARON	COUVREUR	INSTRUCTEUR	PEINTRE	SOUDEUR
BATELIER	CURE	INTENDANT	PEUT	TAILLEUR
BERGER	DENTISTE	INVENTEUR	PLACIER	TENEUR
BONNE	DOUANIER	LIEUR	PLATRIER	TISSERAND
CAISSIER	DOYEN	LIMEUR	PLIEUR	TRADUCTEUR
CAPITAINE	DUC	LIVREUR	PREFET	TUTEUR
CENSEUR	EDITEUR	MACON	PRETRE	URBANISTE
CHANTRE	ERMITE	MAITRE	PROFESSION	VALET
CHEF	ETAT	MAJOR	PROMOTION	VENTE
COMMIS	FERMIER	MARIN	RAMEUR	VIDANGE
COMPTABLE	FORGERON	MATELOT	RAMONEUR	ZELE
COMTE	FORMER	METIER	RECTEUR	
CONSTABLE	GARDIEN	OPERATEUR	REDACTEUR	

RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS

PRÈS DE 22.000 OPÉRATEURS EN ACTIVITÉ

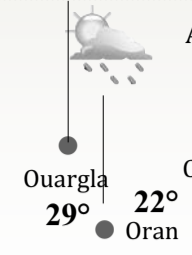
Près de 22.000 opérateurs activent dans le domaine de la récupération et du recyclage de déchets, a fait savoir une directrice au Centre national du registre du commerce (CNRC). Dans une déclaration à l'APS en marge du 6^e Salon international de récupération et de valorisation de déchets (REVADE), la directrice de la coopération et de la communication au CNRC, Nadjet Oulmi, a indiqué que le nombre de personnes physiques activant en matière de recyclage de déchets, tous types

confondus, avait atteint jusqu'au 9 octobre en cours 14.900 personnes, alors que le nombre de personnes morales s'élève à 7.000, soit un total de 21.900 personnes. Et d'ajouter que la récupération des produits non ferreux est l'activité la plus sollicitée par ces opérateurs dont le nombre est de 3.947 personnes, alors que le nombre de personnes morales est de 1.551. L'élimination et le traitement des déchets vient en deuxième position avec 2.945 personnes physiques et

1.548 personnes morales, selon la même source. Par ailleurs, l'activité de récupération des anciens métaux et le traitement des divers déchets industriels, fait partie des activités importantes des opérateurs en la matière avec 3.034 personnes physiques et 87 morales, avance Mme Oulmi. D'après la même responsable le nombre d'activités relatives à la récupération et au recyclage de déchets est de 16 activités.

R. E.

16



Alger
23°

Ouargla
29°

Oran
22°

Constantine
21°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:18	12:35	15:49	18:18	19:40

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 12 OCTOBRE 2022 // N°408 // PRIX 20 DA

SALON INTERNATIONAL DES START-UP ET DE L'INNOVATION EN ITALIE

L'Algérie présente

L'Algérie prend part à Milan (Italie) au Salon international des start-up et de l'innovation, l'un des plus grands événements internationaux dans ce domaine, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

A l'invitation de l'Agence italienne du commerce, et afin de donner un aperçu exhaustif de l'écosystème des start-up en Algérie, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises participe au Salon international des start-up et de l'innovation de Milan avec un représentant, aux côtés du directeur général du Fonds algérien des start-up, d'un représentant d'Algeria Venture, ainsi que de nombre de start-up de premier plan sur le marché algérien, a précisé le communiqué. Ce salon international, qui compte plus de 50 ateliers et conférences thématiques, est "l'occasion de promouvoir l'environnement de l'innovation et des start-up en Algérie et les avantages prévus par les politiques publiques pour appuyer les projets innovants", selon la même source. Le Salon sera également un espace d'échanges et d'interactions avec les principaux acteurs internationaux de l'innovation et les bailleurs de fonds.



ronnement de l'innovation et des start-up en Algérie et les avantages prévus par les politiques publiques pour appuyer

les projets innovants", selon la même source. Le Salon sera également un espace d'échanges et d'interactions avec les

principaux acteurs internationaux de l'innovation et les bailleurs de fonds.

R.E.

CIMENTERIE DE CHLEF UN MILLION DE TONNES DE CLINKER EXPORTÉES

La cimenterie de Chlef, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie "GICA", a exporté, depuis le début de l'année en cours à ce jour, un million de tonnes de clinker, a affirmé à Oran, le Président-Directeur Général de l'usine. Dans une déclaration à l'APS, M. Kada Dinar a souligné, en marge de la 19^e édition du Salon International de l'Immobilier, de la Construction, de l'Habitat et des Travaux Publics "Bati West 2022", ouverte, dimanche au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, que cette quantité de clinker a été exportée vers la France, l'Espagne et l'Italie, ainsi que vers des pays d'Afrique et d'Amérique latine à partir des ports de Ténès (Chlef) et d'Oran. Le même responsable a ajouté qu'une autre cargaison de 9.000

tonnes de clinker a été exportée vers l'Italie à partir du port de Ténès. Par ailleurs, Kada Dinar a indiqué que seulement 200.000 tonnes de clinker produites dans l'usine, ont été exportées au cours de l'année écoulée, en raison des répercussions de la pandémie de Corona, alors que la cimenterie aspire à exporter 1,4 million de tonnes du même produit d'ici la fin de cette année.

R.E.

SALON "ALGER INDUSTRIES" LA 14^E ÉDITION OUVRE SES PORTES À ALGER

La 14^e édition du Salon professionnel international de l'industrie "Alger Industries" a ouvert ses portes, lundi soir, au Palais des expositions (Pins Maritimes-Alger), avec la participation de plus de 70 exposants. En plus des entreprises nationales, cette

manifestation placée sous le haut patronage du ministère de l'Industrie est marquée par la participation d'une dizaine d'exposants étrangers. Cet événement économique qui se poursuivra jusqu'au 13 octobre constitue "une plateforme idéale pour les opérateurs désirant faire connaître leurs procédés, leurs produits et leurs services, dans les secteurs de l'industrie", a affirmé la représentante de la société Bati-matec Expo, initiatrice de ce salon. L'événement permettra, également, aux participants "de faire valoir leur savoir-faire et d'ouvrir des perspectives à l'export, en prospectant des opportunités d'affaires à l'international, en particulier sur le marché africain, et en mettant à profit la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)", a-t-elle ajouté.

R.E.

AFFAIRES RELIGIEUSES/ DISPARITION CHEIKH ABOU ABDESSALAM N'EST PLUS

Cheikh Djaafar Oulfaki connu sous le nom de "Abou Abdessalam", membre de la Commission ministérielle de la fatwa, est décédé hier matin à l'âge de 76 ans, des suites d'une crise cardiaque, a-t-on appris du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Né le 02 décembre 1946 à Akbou (Béjaïa), le défunt a appris le Coran dans la mosquée de son village natal, avant d'obtenir une licence en langue et littérature arabes, pour poursuivre ensuite ses études en post-graduation. Feu Abou Abdessalam a occupé plusieurs postes au niveau du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, dont celui de directeur de l'orientation et des rites, de directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique et de directeur de la formation et du perfectionnement, et contribué à la formation des cadres de l'éducation et de l'enseignement universitaire. Il a également animé de nombreuses conférences dans les maisons de jeunes, les instituts de formation et les manifestations scientifiques avec le Haut Conseil islamique (HCI), ainsi que la Semaine nationale du Saint Coran. Le regretté était connu pour ses précieuses contributions et participations aux émissions de Télévision et de Radio, dont les plus célèbres sont "Fatawa A la Al moubacher" (prêches en direct) sur la Radio-Coran et "Fatawa Ala Hawaa" diffusée à la Télévision algérienne, en sus de la traduction du Saint Coran en langue amazighe.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 35 MORTS ET 1 238 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Trente-cinq (35) personnes ont trouvé la mort et 1 238 autres ont été blessées dans 1 054 accidents de la route sur-

venus durant la période du 2 au 8 octobre à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Boudjora où 4 personnes ont perdu la vie et 41 autres ont été blessées dans 40 accidents de la circulation, précise la même source.

Les secours de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 1243 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (176 incendies), Blida (69) et Tlemcen (62).

Les unités de la Protection civile ont effectué, en outre, 6140 interventions pour le sauvetage de 415 personnes en situation de danger et l'exécution de 5.270 opérations diverses d'assistance.

R.N.

ELLES ONT ÉTÉ ANNONCÉES POUR HIER

PLUIES ORAGEUSES ET CHUTES DE GRÊLE SUR PLUSIEURS WILAYAS

Des pluies parfois orageuses accompagnées localement de chutes de grêle et de rafales de vent sous orages, affectent plusieurs wilayas de l'ouest et du centre du pays depuis hier, a indiqué l'Office national de météorologie dans un Bulletin météorologique spécial (BMS). Les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Saïda, Mascara, Tiaret, Tissemsilt, Médéa, Naama, El Bayadh, Laghouat, Djelfa et M'Sila sont placées en vigilance "orange" dès 15h00 jusqu'à mercredi à 6h00, précise la même source. Les quantités de pluie estimées durant la période de validité de ce BMS oscilleront entre 20 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, précise le BMS.

R.N.